

## sem45

Allemagne	1
Brèves d'attaque contre la propriété et ses défenseurs	1
Australie	5
Urgent Call For Global Protests & Actions at Australian Embassies on Nov 7 in Solidarity with Refugees on Manus	5
Belgique	5
Publication, Belgique : Recueil d'articles du journal anarchiste « Hors service » (2010-2014)	6
Publication, Belgique : Quelques nouvelles brochures disponibles à la bibliothèque Acrata	7
Espagne	9
Murcie, Espagne : Révolte et évasions au centre de rétention de Sangonera	9
France	10
Paris : Rendez-vous au procès contre le texte appelant à un apéro-discussion	10
Des mauvais moments pour les bleus – Octobre 2017	10
Castres (Tarn) : Insoumise aux flics et à la propriété	16
Retour sur le procès en appel de la mutinerie au QMC de Valence (juin 2017)	16
Ahwahnee : La bataille d'un squat pour l'électricité (épisode 2 : à l'intérieur) - Accompagné d'un épisode de Barbapapa	20
Photo	21
[Affaire grillades de condés] Provocation publique à la destruction, dégradation et détériorations volontaires dangereuses pour les keufs !	21
« Notre hostilité est un feu qui se propage »*	22
"Ce serait pas le parfum des flammes ?"	24
Ferrière-la-Grande (Nord) : Attaque de la mairie	26
Seine-Saint-Denis : D'Aulnay à Drancy, haro sur les yeux de l'Etat !	27
Projection "Le fond de l'air est bleu"	27
Entretien de Autistici avec Indymedia Nantes et Grenoble	29
Electro-Domination-Funeste	32
Trèbes (Aude) : Coucou, les fachos !	34
Incendie de gendarmerie à Meylan : les flics tâtonnent dans le noir	35
Paris : Un compte-rendu du procès du 8 novembre pour provocation [MAJ]	38
La stratégie des procureurs pour envoyer les manifestant-e-s en prison avant d'être jugé-e !	42
Italie	43
Val de Susa (Italie): Un Appel à Boycoter le film sur Sole et Baleno « Amour et Anarchie »	43
Trento, Italy – Anarchists Nasci and Steve arrested following an attack on Forza Nuova fascists(FN).	45
Teramo, Italy – Expulsion orders following a demo outside the local prison	45
Florence, Italy – Verdict of the court of review concerning the events of 1st January 2017	46
Mexique	47
UK	47
100 CHICKENS LIBERATED, MACHINERY SABOTAGED, EGGS DESTROYED. UK	47
Uruguay	48
Butcher Shop Sabotaged in Montevideo	48

## Allemagne :

### Brèves d'attaque contre la propriété et ses défenseurs

November 07, 2017 at 10:45PM

**Berlin, 17 octobre:** visite destructrice aux bureaux de la société de construction DEGEWO.

« 5500 expulsions par la force ont eu lieu entre 2008 et 2012 par les entreprises de logement de la ville. La plupart des raisons pour mettre les gens à la rue sont: les impayés de loyers, la sous-location illégale, les nuisances sonores ou négligence de l'appartement. En l'espace de 6 ans, la société de construction de logement „Gesobau" arrive en tête avec 1902 expulsions. Suit Dewego avec 1223 expulsions puis la Gewobag avec 804 expulsions. [...] Les expulsions forcées sont l'ultime moyen de restructuration à Berlin, encadrées par la violence de la police dans les zones de danger et par le renforcement de la surveillance et du contrôle dans les espaces de la ville et de nos vies quotidiennes, allant jusqu'au travail forcé. [...] Le potentiel de révolte n'existe que si les locataires prennent conscience à long terme que les régulières petites augmentations de loyers remplissent le même objectif, à savoir mener à la mixité sociale et à l'isolement des pauvres. [...] Comme un avertissement à Dewego pour lui signifier que le conflit est plus que d'actualité et qu'elle ne devrait pas en remettre une couche, nous avons détruit les vitres de son siège situé à l'est de la *Kurfürstenstraße* avec des marteaux. Cet avertissement concerne également les autres sociétés de logements appartenant à l'autorité du Land ainsi que la boue de la politique de logement à Berlin, et bien sûr les porcs des organismes de sécurité. Berlin doit ressembler à Hambourg au mois de juillet ! Pour l'attaque permanente ! On utilise ce moyen pour montrer aux autres locataires qu'agir d'une certaine manière a des conséquences !

PS: Salutations solidaires à tous les prisonnier.es, et notamment à [Nero qui a été condamné à une peine de prison ce mercredi pour avoir aveuglé un hélico des flics qui tournait au-dessus de la Rigaer Strasse](#) [quartier de Friedrichshain à Berlin, NdT] ».

[Traduit de [chronik](#)]

**Hannovre, 18 octobre** : incendie d'un véhicule d'agence immobilière. „Durant la nuit, nous avons incendié un véhicule de l'entreprise immobilière Haack à „Linden-Nord". C'est une réponse aux expulsions par la force et aux évictions menées par l'entreprise Haack. Celui qui voit du profit dans la parc de logements menace la sécurité des locataires. Nous sommes une menace pour la sécurité de Haack".

[Traduit de [Chronik](#)]

**Leipzig, 19 octobre**: attaque du bureau de la société immobilière „Staytoo". Deux autres symboles de la propriété ont été également attaqués dans le quartier de Connewitz et „Szeneviertel Südvorstadt". Les raisons de cette attaque sont expliquées dans un communiqué. Il y est évoqué les problèmes pour se loger en Allemagne, du racket des proprios et des agences immobilières, de l'augmentation constante des loyers, ce qui ne laisse quasiment rien pour d'autres choses à la fin du mois (se nourrir, s'habiller, etc.). Sans oublier „qu'actuellement, Leipzig est une ville très „alléchante" pour les possédants de ce monde. „Les gros bénéfices ammassés attirent toujours plus les investisseurs dans la ville. La solidarité ne doit pas être qu'une phrase creuse mais une expérience que les gens partagent en s'opposant à cet état actuel. Les centres sociaux, dans lesquels les gens du quartier trouvent des lieux d'échange et de lutte ne seraient que la suite logique. Contre la hausse des loyers, il n'y a aucun appel à l'aide possible auprès de l'Etat et de ses représentants. Peu importer le parti dans lequel ils sont. Il n'existe que la solidarité combative du bas, dans les maisons et les quartiers qui peut nous aider, pour nous libérer de cette situation merdique. Associons-nous et soutenons-nous les uns les autres, que ce soit lors d'expulsions, d'inspections d'appartement, sur le chemin de l'agence ou du bureau du patron. L'attaque de la nuit derrière est un pas dans cette direction.

PS: Salutations solidaires à tous les prisonnier.es, et notamment à Nero qui a été condamné à une peine de prison ce mercredi pour avoir aveuglé un hélico des flics qui tournait au-dessus de la Rigaer Strasse [quartier de Friedrichshain à Berlin, NdT]

100 CHICKENS LIBERATED, MACHINERY SABOTAGED, EGGS DESTROYED.

'Under the International Week of Action Against Speciesism, an egg-laying chicken farm in the north UK was sabotaged. Owned by James Potter, this farm supplies to main supermarkets around the country telling the fallacy of "free range" as somewhat "not cruel".

One hundred chickens were freed from their slavery, the machinery and disinfectants were sabotaged, all the eggs smashed and graffiti on the walls was sprayed on reading "EAT YOUR OWN EGGS", "FUCK THE EGG INDUSTRY", "BARRY HORNE, A LOVE WARRIOR" and "BARRY LIVES IN THOSE WHO ACT".

All hens are now safe and will live a life of freedom away from the exploitation of humans.

With this action, we would like to remember and give power to Barry. We do not forget and we do not give up. The Animal Liberation Front is only growing. We will fight against speciesism and we will extend our love and power to anyone oppressed by this system.

For a truly anarchist revolution,  
against all hierarchies,  
against animals being used as commodities.

ALF'

[source](#)

## Uruguay

### Butcher Shop Sabotaged in Montevideo

November 06, 2017 at 09:21AM

from [Frente de Liberación Animal](#)

translated by [Earth First! Journal](#)

Before dawn on November 1st, we used explosive artifacts to destroy the windows of a butcher shop in Montevideo; we also glued their locks shut, simply because animals are not to be fucked with.

We frame this action within the "[Global Week of Antispeciesist Actions](#)"

We reaffirm the need to consider the fight against animal exploitation important; may this be translated through our actions.

Against all forms of oppression,

rage, solidarity, and action



[Traduit de l'allemand de [Chronik](#)]

**Berlin, 24 octobre** : attaque aux marteaux de l'hôtel de luxe „Orania“.

Vers 3h30, les coups de marteau sur les vitres *securit* de l'hôtel de riches, situé en plein milieu du quartier de Kreuzberg, ont fait accourir un agent de sécurité privée sur les lieux, sans parvenir à rattraper les assaillants cagoulés et habillés entièrement de noir. Le patron, Dietmar Müller-Elmau, est un multi-millionnaire bien connu puisqu'il a par le passé courtisé les chefs d'État participant au G7 en les invitant dans son château "Elmau" en Bavière. Un communiqué revendique l'attaque. Y est mentionné le fait que ce nouveau bâtiment entre dans la logique globale de nettoyage urbain au profit des riches en expulsant les pauvres toujours plus loin et de rendre le secteur attractif pour les possédants. Cette action destructrice est aussi une réponse à une [affiche collée il y a quelques semaines dans Berlin](#).

[Celle-ci, intitulée „Comment poursuivre après Hambourg?“,](#) pose comme base de renouer avec l'attaque, de renforcer la conflictualité avec les dominants qui s'est si bien exprimé en actes pendant le G20 et avant.





The defence layers will appeal to the court of cassation and the above measures shouldn't be applied until its pronouncement. We point out that following the same investigation, besides Paska [in Lecce] [Ghespe](#) has also been imprisoned in Sollicciano since 3<sup>rd</sup> August 2017. Our warm solidarity goes to all the comrades struck by repression. FREEDOM FOR ALL! roundrobin Translated by act for freedom now! via: [roundrobin.info](#)

## Mexique

### *Mexique : Sabotage d'une école militaire*

November 09, 2017 at 10:16AM

*Communiqué reçu le 3 novembre 2017*

Dans la nuit du 2 novembre, nous avons décidé d'actionner un engin explosif artisanal devant la porte n°1 de l'héroïque Ecole Militaire afin d'initier une campagne imaginative de sabotage contre les instances de l'Etat dans le but d'exiger la libération de compagnons anarchistes au Mexique et partout dans le monde. Nous appelons les individus et les collectifs à participer à ce mois de novembre noir qui approche.

**Pour le renversement de tout gouvernement !**

**Pour la libération des animaux, humains et non humains !**

**Jusqu'à ce que brûlent toutes les instances de l'Etat et du capital !**

**Tant qu'existera la misère, il y aura de la rébellion !**

*Groupuscule anarchiste Ocotl/FAI*

ps: aujourd'hui, c'est le jour où les sorcières sortent pour faire des bêtises

[Traduit de l'espagnol de [contrainfo](#), 7 novembre 2017]

## UK

### **100 CHICKENS LIBERATED, MACHINERY SABOTAGED, EGGS DESTROYED. UK**

November 06, 2017 at 09:21AM

1st November, North UK



with the prisoners. Furthermore, the expulsion orders stress the urgency with which they are to be notified. As if Teramo police wanted to say that there are many disputes and potential conflicts in the area (housing problems, protests outside factories, environmental devastations and antifascism) and certain people are not to be involved. In other words, the expulsion orders showed a certain haste by the administrators of power not so much because of the August demo outside the prison, but of what these people could do... and in these dark times... a few sparks could be enough to ignite flames of revolt. Now, in conclusion, a couple of banal considerations but which are always useful. The first concerns an obvious truth. Someone might think: 'That demo could have become a trap, given that it had been authorised in one place and staged in another'... That's right! It's true that one runs the risk of ending up in the grips of repression when one doesn't comply with power's orders... but it's also true that no social improvement would ever have been achieved if power's orders had always been complied with. We are not going to dwell on this, also because each one answers to their own self, as to what they do and according to how much they want to risk. But spaces for action, even small ones, even in the province, were only conquered thanks to the many tiny ruptures made in the every-day struggle. This said, a final consideration: the instruments for opposing these repressive acts (especially the administrative ones) can be various. And it is up to every one's intelligence and solidarity to think it over and find the way. If we were able to create a solidarity network so that the comrades in the grip of repression could have 'their backs covered a little' (for small things at least), the small ruptures we make every day in this miserable society would become huge apertures through which the seeds of revolt will be able to bloom over and over again. \_\_\_\_\_ [freccia.noblogs.org](http://freccia.noblogs.org) Posted on October 29 2017 Translated by act for freedom now!

## Florence, Italy – Verdict of the court of review concerning the events of 1st January 2017

November 09, 2017 at 10:13AM

From the local press we learn that the court of review pronounced a verdict concerning the prosecutor's appeal against the orders of release concerning the comrades arrested following an attack on a [Casapound bookshop on 1st January 2017](#). The court rejected the prosecutor's appeal for all the comrades except: – [Paska](#), currently being held in Lecce on charges of organized crimes, against whom serious evidence against him was apparently identified concerning the fabrication of the device on 1<sup>st</sup> January. His situation has therefore worsened as he's being held not only for 'organized crime' but also for charges related to the attack. -Giovanni, against whom, according to the local press, serious evidence was also found concerning the fabrication of the device. -Nicola, who is being held under house arrest only on charges of organized crime.

[Traduit d'[Indymedia Deutschland](#)]

**Hannovre, 25 octobre** : attaque des bureaux de „Haak Immobilien“. „A Linden-Nord, l'agence „Haack Immobilien“ a résilié le contrat de location des lieux associatifs de Damla Genc et sont sur le point de les rénover après qu'elle ait contraint les anciens locataires à déménager. Dans la nuit du 24 au 25 octobre, nous avons défoncé les vitres de ses locaux avec lesquels elle est censée se faire encore plus d'argent. [...]

[Traduit de [chronik](#)]

## Australie

### Urgent Call For Global Protests & Actions at Australian Embassies on Nov 7 in Solidarity with Refugees on Manus

November 06, 2017 at 09:21AM

#### URGENT REQUEST BY RISE EX-DETAINEES FOR PROTESTS AND ACTIONS ON MELBOURNE CUP DAY TO BRING TO THE WORLD'S ATTENTION THE ESCALATING CRISIS FACED BY REFUGEES HELD HOSTAGE BY AUSTRALIA ON MANUS

05.11.17: RISE ex-detainees urgently requests protests and other actions to be held next Tuesday, 7th November 2017 on Melbourne Cup day, a high profile international event, to bring to the world's attention the escalating crisis faced by detainees held hostage by the Australian government on Manus Island in Papua New Guinea. We also ask our supporters to carry out protests and actions internationally on the day at Australian embassies across the world to show your solidarity with our community and #SanctionAustralia for their crimes against humanity.

In the last few days, detainees on Manus have had no access to food, water and medicine. These are basic needs to keep a person alive and they are being deliberately and systematically removed by the Australian government. No refugee wants to be left in limbo, but the Australian government has consistently shown a lack of transparency and accountability, breaking faith with Refugees.

Detainees refuse to leave Australia's detention camp in Manus because they are simply being moved to another form of detention. The Australian government should immediately grant permanent protection in Australia for the Manus detainees as well as those who they trafficked to the Island of Nauru. Both the Australian and the New Zealand government should also ensure that all the detainees have the same option in New Zealand so they have choice and both governments should take immediate action to evacuate them after granting them permanent protection visas. Refugees brought to Australia from Manus and Nauru torture camps for medical treatment should also be given the same option. This is the bare minimum: visa status & a country to live in will never compensate for our community being held in Australian torture camps.

There have been many inquiries and many reports of rape, sexual abuse and torture in Australia's refugee detention camps since they were opened more than 25 years ago, yet these abuses continue because not a single Immigration Minister or administrator in the Australian government has been held accountable.

Depression, suicide, and other mental illnesses are pervasive within Australian detention centres, and are often a direct result of the experience of detention itself and we should not stay silent when it matters.

Please take action and #SanctionAustralia to send a strong message to the Australian government and show the world that you stand against Australia's criminal administrative detention regime implemented more than 25 years ago against us refugees. The international community should also condemn Australia, a member of the UN Human rights council, for exploiting less affluent countries such as Papua New Guinea and Nauru and using them as proxies to carry out human rights abuses against refugees.

Regards,

RISE Ex-detainee Team

RISE : Refugee Survivors and Ex-detainees

#SanctionAustralia

(via [RISE: Refugee Survivors and Ex-Detainees](#))

## Belgique

### Publication, Belgique : Recueil d'articles du journal anarchiste « Hors service » (2010-2014)

November 06, 2017 at 09:22AM

**Hors Service**

**recueil d'articles du journal anarchiste 2010-2014**

228 pages, 6 euro

Editions Tumult

On peut trouver le livre dans les lieux de diffusion habituels, ou le commander par [tumult\\_anarchie\[at\]riseup.net](mailto:tumult_anarchie[at]riseup.net). A partir de 3 exemplaires, s'applique une réduction de 25% sur le prix. Plus d'infos sur [tumult.noblogs.org](http://tumult.noblogs.org)

L'introduction au livre :

Après la fin de l'aventure du journal Hors Service, force est de constater que nous non plus, nous n'avons pas « trouvé » le Toison d'or. On l'a voulue, désirée, rêvée. On a combattu, on s'est obstiné, on a reçu des coups. On s'est mis en péril, on s'est mis à nu en entreprenant ce voyage, on s'est hasardé dans des terres inconnues. Si notre bateau n'est pas arrivé à destination, c'est que la destination doit être le voyage même. Le journal que nous avons commencé à éditer en cet hiver 2010 a été un beau voilier pour poursuivre nos rêves. Parfois les vents sont venus bousculer nos cartographies et les tempêtes ont bien secoué les voyageurs. Tant mieux, c'est la tempête qu'on voulait ! La tempête en nous, la bataille tête contre un monde de morts. On a brisé le carcan des conventions et du moindre mal pour laisser s'enflammer nos coeurs. Et ils ont brûlé, toujours cherchant à porter le feu non seulement devant les portes des ennemis de la liberté, mais aussi dans les corps de nos contemporains.

La parole est une compagne de voyage capricieuse. Elle cherche à jeter des ponts, à ouvrir des brèches dans ce qui a toujours été la cible première de l'autorité : l'esprit et le coeur des hommes. Généralement elle échoue, errant dans le désert. Mais parfois elle peut devenir cri, blessant la chair infestée d'idéologies, de croyances, d'obéissances. Il n'y a pas de forme qui soit plus propice qu'une autre, car c'est toujours une blessure individuelle, un coup de couteau dans le ventre du singulier. Sinon, la parole ne serait qu'un artifice de propagande intéressée, de recrutement, d'embrigadement.

Est-il encore possible aujourd'hui d'utiliser la parole pour diffuser les idées anarchistes ? Y a-t-il encore un sens à entreprendre des aventures telles que l'édition d'un journal ? Est-ce que nos mots pourraient encore être compris par d'autres ? Ces questions ne devraient pas recevoir une réponse trop rapide et méritent une réflexion plus approfondie. Les montagnes de mensonges et de manipulation accumulées par le pouvoir, son programme d'annihilation de la vie intérieure de l'homme, de sa sensibilité et de son imagination, de sa capacité à raisonner et à aimer pourraient rendre de telles oeuvres absolument obsolètes et désespérées. On serait amené à croire que la seule parole qui devrait encore être lancée en défi aux esclaves de ce monde, devraient être la foudre et le feu. Pour tout détruire. Pour tout raser au sol. Au péril d'y succomber nous aussi. Mais la destruction risque de rester prisonnière de ce monde si elle ne développe pas en même temps l'imagination, la sensibilité justement, de la liberté. Si elle ne peut pas voir dans les flammes ravageuses aussi la joie de sa liberté à l'oeuvre, une promesse prométhéenne. Pas d'un monde comme on l'a décrit maintes fois par le passé dans les livres anarchistes, pas d'une utopie qui fait miroiter un paradis dans l'au-delà, mais l'exigence vitale de ne pas être réduit à un rien qui sème du rien autour de soi. Nos armes doivent être chargées de futur, et la parole pourrait encore jouer un rôle là-dedans.

Le journal Hors Service ne s'est certainement pas, on l'espère bien, distingué par sa volonté d'édifier un quelconque paradis ou lexique de l'anarchisme. Mais nous n'avons pas non plus laissé nos désirs devant le seuil de la porte. On a conçu ce journal comme une petite barque qui nous permettait d'aller explorer des îles perdues, des jungles sauvages, de hautes montagnes dans le brouillard. Mais toujours en cherchant à suggérer quelque chose, quelque chose de particulier. Une petite chose, dirait-on. Une petite chose qui s'appelle attaque. Et pas juste une attaque générique qui s'approcherait de la vacuité des catéchismes de l'anarchisme, mais des attaques précises, frappant les responsabilités précises, l'attaque qui intervient comme

## Trento, Italy – Anarchists Nasci and Steve arrested following an attack on Forza Nuova fascists(FN).

November 09, 2017 at 10:12AM

On Saturday 21<sup>st</sup> October a Forza Nuova fascists' stall was challenged twice in the space of an hour in one of Trento's central streets. It was destroyed and put out of use. As usual police were already on the spot to secure the fascists' propaganda initiative. For this reason five antifascists were arrested, among whom three comrades of ours; one was released a few hours later while the others will face a summary trial tomorrow in Trento. Following the arrests dozens of comrades gathered and marched through the streets of Trento; they blocked part of the traffic for a while as they explained the afternoon's action with graffiti and speeches. Forza Nuova fascists are trying to gain ground for action in the Trentino region and everywhere else in Italy. As 'welcome' structures for refugees were set on fire in Soraga, Lavarone and Roncone, with Forza Nuova's public endorsement, it is a necessary practice of self-defence not to leave any space to the fascist vanguard. It is increasingly urgent to act against fascists and organized racism – which also counts on police's support. MONDAY 23<sup>RD</sup> OCTOBER, 11PM, MEETING POINT OUTSIDE THE COURT IN TRENTO Freedom for Nasci and Steve, freedom for all Anarchists via: <http://ift.tt/2zwgass> Translated by act for freedom now!

## Teramo, Italy – Expulsion orders following a demo outside the local prison.

November 09, 2017 at 10:13AM



Several expulsion

orders from the city of Teramo have been sent to a number of comrades accused of taking part in a solidarity demo outside the local prison on 15<sup>th</sup> August. Various carabinieri stations are giving out these out in the Abruzzo region but not only. Of that demo it is worth remembering the absurd dispositions that Teramo police wanted to impose in their attempt to break solidarity between prisoners and the people outside, and deprive that day of any meaning. A report can be found at this link. Police orders were not obeyed and that is the reason for the expulsion orders; in particular the fact that the designated place (an insignificant square from where no prisoners would have been able to hear or see the people in solidarity) 'was not respected' and instead we placed ourselves in a field from where we managed to carry on great communication and solidarity

Boycott le film sur [Sole et Baleno](#) « Amor y anarquía »  
» ces jours-ci ont commencé à Turin les auditions pour la sélection des figurants du film » Amor y anarchie » œuvre la réalisatrice , fille de l'actuel président néo-libéral argentin. Le film dit raconter l'histoire d'Edo « Baleno » et Sole morts suicidé-e-s alors qu'ils étaient emprisonnés, il est en prison le 28 mars 1998, et Sole est en détention à résidence le 11 juillet de la même année. Pour inspirer la narration cinématographique, c'est le livre homonyme, jamais publié en Italie, du journaliste (chacal) Martin Caparros, qui sournoisement, prétendant être un compagnon argentin, a réussi à se faire donner et journaux privés d'Edo et deSole. C'est ce matériel qui le roman qui est devenu un best-seller en Argentine et qui a maintenant l'ambition de devenir film. Dans le film comme dans le livre, on parle, de façon déformée, de l'histoire de nos camarades et de ceux qui cesjours-ci les ont vécus sur leur propre peau. En plus de les avoir tués, près de vingt ans après le » système voudrait en faire un produit commercial, en les rendant acteurs d'un film poubelle où les gens sont des stéréotypes tels que les médias main stream nous ont toujours dépeint, fous fous et qui s'expriment Seulement avec des slogans. Ils n'auraient jamais voulu devenir » marchandise » et pas toutes les personnes impliquées et représentées par le roman et le film, qui, durant cette saison, se sont retrouvés à combattre le pouvoir judiciaire, la police et les médias qui avaient créé les » monstres « . Amis et compagnons de l'époque et d'aujourd'hui on se trouve devant le cineporto de Turin dans le lieu où se tiennent les auditions, avec une présence quotidienne on attend l'arrivée de ceux qui voudraient faire l'apparition, à voix et avec des tracts on explique pourquoi ce film est à boycotter – oui. La plupart des gens décident de ne pas être complices de ce pillage, tandis que certains personnes des travaux de la Turin film commission et de la production du film nous disent qu'il est juste de contester, mais il n'est pas démocratique d'empêcher la réalisation de l'œuvre. Si nous voulons parler de respect des idées, vous avez été les premiers à perpétrer un acte de violence et de fascisme en pensant à réaliser ce film : Sole et Baleno n'auraient jamais accepté d'être protagonistes d'un film. , moins leurs compagnons et leurs compagnes. Le mouvement de solidarité à leur égard avait alors déjà identifié dans les médias un ennemi fonctionnel au pouvoir : le policier qui arrête, le juge lui condamne et le journaliste crée l'ennemi de la démocratie, si puis d'une histoire de rébellion et de révolution, on parvient à récupérer. Tout ça et de le transformer en quelque chose de faux, et peut-être que l'argent gagnerait encore mieux. Il est vrai que nous sommes des ennemis de ce système, tout comme Sole et , c'est pour cela qu'il va continuer notre **présence camp au cineporto**, nous allons essayer d'empêcher la réalisation de ce film qui, malgré notre opposition, nous voit protagonistes, aujourd'hui comme il y a vingt Fais-le. Nous ne voulons pas être représentés par ceux qui ne nous connaissent pas, ceux qui prétendent connaître nos rêves et nos idéaux, mais ils sont de l'autre côté de la barrière et surtout **nous ne voulons pas devenir des marchandises, nous ne voulons pas et nous n'accepterons pas que notre colère soit transformée en spectacle , nous ne sommes pas des marchandises à vendre**, ne l'étaient pas seules et Edward. Nous ne sommes pas intéressés par le dialogue et la confrontation avec vous, vous êtes nos ennemis, vous l'étiez en 1998 et vous le serez demain, la vôtre, déguisée en démocratie, n'est que de l'arrogance fasciste, vous vous sentez en droit de pouvoir commercialiser tout, au nom de De L'Art, vous prétendez raconter des histoires et des vies qui ne vous appartiennent pas. Agustina avant de demander à parler avec nous pense à la merde que tu as dans la maison, demande à ton père des nouvelles de [Santiago Maldonado](#), disparu lors d'une intervention violente de la gendarmerie Argentine dans la communauté mapuche de cushamen le 1er août dernier, demande des nouvelles des 30000 disparus dont Ils ne veulent plus entendre parler ! Peut-être que la réalisateur n'a pas l'habitude de se dire non, mais parfois il se passe que quelqu'un la pense différemment, dans ce cas, on n'a pas envie d'entendre parler de nos vies et de notre histoire : un non reste un non, pour nous au contraire De qui obstinément a décidé que le film doit être réalisé à tout prix, notre non n'est pas un caprice, ou un grain de beauté d'artiste, pour nous c'est question de sentiments : **douleur, colère, respect, mémoire, dignité, amour et anarchie... Les vrais. »**

un hôte inattendu dans le monde des choses et des hommes pour y porter la destruction et la désorganisation. C'est sans doute un aspect fondamental de ce que pourrait être aujourd'hui une diffusion des idées anarchistes : la suggestion de l'attaque, les informations précises nécessaires à son développement, la défense des actes qui sèment le trouble dans la marche du pouvoir. Pour être capable de faire cela, de s'y essayer en tout cas, il faut certains ingrédients qui sont les mêmes que tout autre projet de lutte anarchiste : la connaissance du terrain, l'analyse des rapports sociaux, l'étude des moyens de lutte. C'est peut-être avec ce petit extra que des anarchistes pourraient contribuer à nourrir ce qui couve dans le ventre de la société. Hors Service, épinglé dans deux enquêtes anti-terroristes qui ont visé des anarchistes et anti-autoritaires en Belgique, ne s'est pas d'abord adressé aux autres anarchistes, ce journal était justement un vaisseau pour intervenir dans les réalités sociales, notamment dans les quartiers populaires de Bruxelles. Sa diffusion se faisait tous les mois (et pendant quelque temps, on a sorti des numéros toutes les deux semaines), à quelques milliers d'exemplaires, de main en main dans la rue. La façon d'écrire, la taille des articles, les angles d'attaque, la forme, les langages n'ont pas pris le dessus sur les idées qu'on a voulu défendre; le journal a donc été anti-politique. Mais cela ne nous a pas empêché de saisir beaucoup mieux l'infinité des possibles du langage, tout en se heurtant aussi à ces limites. Nous croyons que cette expérience peut démentir autant ceux qui prétendent qu'il n'y a plus rien à dire, que toute parole est devenu inerte et donc superflue, que ceux qui face au défi de la diffusion des idées anarchistes, se disent qu'il vaut mieux tout adapter, tout rabaisser, tout niveler afin d'accroître les chances de pouvoir jeter ce fameux pont de la communication et du dialogue. Cette dernière hypothèse est tout simplement fausse. Appliquer des procédés politiques à la diffusion de l'idée anarchiste n'ouvre qu'une seule voie : rentrer dans les rangs dans l'« opposition critique », et ultérieurement, inévitablement, dans les giron du pouvoir. On croit pouvoir affirmer que l'expérience de Hors Service prouve qu'il reste possible de parler aux autres des idées anarchistes sans devoir les diluer, de proposer des suggestions de lutte sans faire des calculs avec le code pénal en tête, de développer des analyses propres qui ne tanguent pas à gauche et à droite dans l'illusion d'ainsi combler le prétendu « vide théorique » des anarchistes. Il faut juste oser et ne pas avoir peur de finir sur les récifs. Dans ce recueil, nous avons repris une sélection d'articles parus dans le journal. Il n'a pas été facile d'établir les critères de ce choix, ni de les suivre toujours.

« Contre l'odieux accouplement du conformisme et de la terreur, contre la dictature des « moyens « oubliés des fins dont ils se recommandent, la Joconde de l'utopie peut, non pas l'emporter, mais faire planer à nouveau son sourire et rendre aux hommes l'étrincelle prométhéenne à quoi se reconnaîtra leur liberté recouvrée. »

Georges Henein, 17 août 1945, Le Caire.

[Reçu par mail]

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## Publication, Belgique : Quelques nouvelles brochures disponibles à la bibliothèque Acrata

November 06, 2017 at 09:22AM

**Quelques nouvelles brochures éditées par Acrata**

Elles sont disponibles à la bibliothèque (rue de la Grande Ile 32, Bruxelles)

Plus d'infos sur [acratabxl.wordpress.com](http://acratabxl.wordpress.com)

Michel Bakounine

**LE PRINCIPE DE L'ETAT**

*Qu'est-ce que l'Etat si ce n'est l'organisation de la puissance ; mais il est dans la nature de toute puissance de ne point pouvoir souffrir ni de supérieure ni d'égale, – la puissance ne pouvant avoir d'autre objet que la domination, et la domination n'étant réelle que lorsque tout ce qui l'entraîne lui est assujéti. Aucune puissance n'en souffre une autre que lorsqu'elle y est forcée, c'est-à-dire que lorsqu'elle se sent impuissante à la détruire ou à la renverser. Le seul fait d'une puissance égale est une négation de son principe et une menace perpétuelle*



contre son existence ; car c'est une manifestation et une preuve de son impuissance. Par conséquent, entre tous les Etats qui existent l'un à côté de l'autre, la guerre est permanente et leur paix n'est qu'une trêve. Il est dans la nature de l'Etat de se poser aussi bien pour lui-même que pour tous ses sujets comme l'objet absolu. Servir sa prospérité, sa grandeur, sa puissance, c'est la vertu suprême du patriotisme. L'Etat n'en reconnaît point d'autre : tout ce qui lui sert est bon, tout ce qui est contraire à ses intérêts est déclaré criminel, telle est la morale de l'Etat.

C'est pourquoi la morale politique a été de tout temps non seulement étrangère, mais absolument contraire à la morale humaine. Cette contradiction est une conséquence forcée de son principe : l'Etat n'étant qu'une partie, se pose et s'impose comme le tout ; il ignore le droit de tout ce qui n'étant pas lui-même, se trouve en dehors de lui, et quand il le peut sans danger pour lui-même, il le viole. L'Etat est la négation de l'humanité.

Gustav Landauer

#### **SORTIR DE L'ETAT**

Il est nécessaire d'apporter un éclaircissement total de la cruelle absurdité que constitue l'État, afin que les hommes se décident enfin à transformer les choses de fond en comble et qu'ils puissent s'associer dans des groupes affinitaires libres sans la coercition de l'autorité et sans l'autorité de la coercition.

Pierre-Joseph Proudhon

#### **A BAS L'AUTORITE**

Être gouverné, c'est être, à chaque opération, à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, toisé, cotisé, patenté, licencié, autorisé, apostillé, admonesté, empêché, réformé, redressé, corrigé. C'est, sous prétexte d'utilité publique, et au nom de l'intérêt général, être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, concussionné, pressuré, mystifié, volé ; puis, à la moindre résistance, au premier mot de plainte, réprimé, amendé, vilipendé, vexé, traqué, houspillé, assommé, désarmé, garrotté, emprisonné, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, trahi, et pour comble, joué, berné, outragé, déshonoré. Voilà le gouvernement, voilà sa justice, voilà sa morale ! Et dire qu'il y a parmi nous des démocrates qui prétendent que le gouvernement a du bon ; des socialistes qui soutiennent, au nom de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, cette ignominie ; des prolétaires qui posent leur candidature à la présidence de la République !

Renzo Novatore

#### **LE TEMPERAMENT ANARCHISTE DANS LE TOURBILLON DE L'HISTOIRE**

Si ce poing des audacieux ne se projette pas hors de l'ombre, pour jeter le gant noir du défi et de la révolte à la face hideuse de la société bourgeoise, les serpents de la démagogie politique et tous les clowns spéculateurs et hypocrites de la douleur humaine resteront les maîtres du camps.

Dominique Miséin

#### **AU CENTRE DU VOLCAN**

Aujourd'hui est plus que jamais le temps du mépris. Penser pouvoir s'évader de la vie quotidienne est folie. Et puis, un évadé solitaire finirait de toute façon par mener une triste vie. Vouloir justement détruire la prison pour libérer tout le monde est une barbarie. De quel droit nous immiscerions-nous dans la vie des autres ? Et pourtant, il y a ce point où dérapent le désespoir et l'angoisse de n'avoir que des perspectives incomplètes et provisoires. Où tous deux se renversent dans la détermination d'être soi-même comme individu, sans atermoiements, d'identifier les moyens et les fins, et de fonder la souveraineté de la révolte sur le néant. Quand nous atteindrons ce point, si ce n'est déjà le cas, saurons-nous quoi faire ? Ou bien ferons-nous demi-tour pour retourner à ce que nous ne connaissons que trop bien ?

Pierre Kropotkine

#### **L'ESPRIT DE REVOLTE**

Lorsqu'une situation révolutionnaire se produit dans un pays, sans que l'esprit de révolte soit encore assez éveillé dans les masses pour se traduire par des manifestations tumultueuses dans la rue, ou par des émeutes et des soulèvements, — c'est par l'action que les minorités parviennent à réveiller ce sentiment d'indépendance et ce souffle d'audace sans lesquels aucune révolution ne saurait s'accomplir. Hommes de cœur qui ne se contentent pas de paroles, mais qui cherchent à les mettre à exécution, caractères intègres, pour qui l'acte fait un avec l'idée, pour qui la prison, l'exil et la mort sont préférables à une vie restant en désaccord avec leurs principes ; hommes intrépides qui savent qu'il faut oser pour réussir, — ce sont les sentinelles perdues qui engagent le combat, bien avant que les masses soient assez excitées pour lever ouvertement le drapeau de l'insurrection et marcher, les armes à la main, à la conquête de leurs droits.

Joseph Déjacque

#### **A BAS LES CHEFS !**

Tout gouvernement dictatorial, qu'il soit entendu au singulier ou au pluriel, tout pouvoir démagogique ne

une bonne habitude à prendre collectivement. Par ailleurs, ne pas repartir seul.e tout en essayant de mélanger les âges est une autre manière de déjouer les interpellations ciblées en fin de manif.

Nous invitons par ailleurs tous les individus ou collectifs à connaître le nom d'un avocat à désigner lors de la garde à vue, ainsi qu'à préparer un maximum de papiers documents pouvant éviter la détention provisoire.

Exercer son droit au silence en garde à vue reste plus que jamais pertinent.

Enfin, le groupe légal de la coordination tient à rappeler l'importance de la solidarité financière face à la répression qui nous touche toutes et tous. Notre groupe s'est engagé à aider au mieux les victimes de la répression pour régler leurs frais d'avocats. Parce qu'il faut des chiffres pour se faire une idée, disons que de la GAV au procès cela peut représenter entre 600 et 900€ par prévenu.e (selon les tarifs planchers de l'aide juridictionnelle) : une intervention en GAV peut aller de 60 à 300 euros, selon la durée des entretiens, auditions ou confrontations ordonnées par les flics ; prestations qu'il faut renouveler en cas de prolongement de 24h ; une audience de comparution immédiate (même si on obtient le renvoi du procès) revient à 330€, le procès en tant que tel à 250€, et une affaire instruite par un juge d'instruction à pas moins de 1500€.

Actuellement, le groupe juridique accompagne une vingtaine de prévenu.e.s en attente de leur procès, et nous sommes loin du compte. C'est pourquoi il est important de faire tourner le lien de notre caisse collective ([tinyurl.com/stoprep2](http://tinyurl.com/stoprep2)) et invitons chaque personne à contribuer à hauteur de ses moyens.

#### **PROCHAINS RENDEZ-VOUS**

Nous appelons à se rendre au TGI de Paris...

le 10 novembre à 13H30 23<sup>e</sup> chambre pour soutenir 2 camarades arrêté-e-s le 10 octobre (manif) - 

Lire aussi : [Appel à soutien pour les inculpés du 10 octobre 2017](#) &nbsp;&nbsp;&nbsp;7 novembre

le 21 novembre à 13h30 chambre 23.2 pour soutenir 2 camarades arrêté-e-s le 12 octobre (action DRH) — sachant que 2 autres sont sous contrôle judiciaire après ouverture d'une instruction (procès dans plusieurs mois) ;

le 24 novembre (chambre et horaire à confirmer) pour soutenir 2 autres camarades arrêtés le 10 octobre ;

Le 7 février 2018 pour le procès de 9 personnes arrêtées le 26 octobre (rassemblement Rémi Fraise), placés sous contrôle judiciaire après 72 heures de privation de liberté.

*La solidarité est notre arme.*

Le Groupe légal

Rappel de la ligne (ouverte par intermittence) : 07.53.13.43.05

[Brochure Sortez couvert-e-s](#) :

Hors urgence écrire à [stoprepression\(AT\)riseup.net](mailto:stoprepression(AT)riseup.net)

## **Italie**

### **Val de Susa (Italie): Un Appel à Boycoter le film sur Sole et Baleno « Amour et Anarchie »**

November 06, 2017 at 08:12PM

**Nous relayons cet appel à boycott paru sur face de bouc et SVP fais le suivre:**



Peu de temps après, le procès reprend comme si de rien n'était, sans le prévenu/inculpé, sans avocat, pratiquement sans « public », mais avec quelques gendarmes au cas où.

Ça parle de cettesemaine.info, d'adresse IP, de perquise, de saisie de matériel informatique, d'indices condordants. Ça parle aussi de tor-browser (mais visiblement pas utilisé systématiquement) et de ces satanés sites Indymedia, connus pour ne lâcher aucune info à la police ou à la Justice, leur opacité faisant rager la proc' (gros bisous aux Indymedias ! ça faisait plaisir d'entendre ça).

La proc' a essayé de faire comprendre pourquoi cette affaire est sérieuse en dénonçant l'ironie du dossier de la défense qui compare [le texte incriminé](#) à la chanson de Johnny Hallyday « Allumer le feu ». Elle a même reproché à un des juges d'en sourire (qui pour le coup était à deux doigts de se faire sortir !).

Elle a terminé son discours en demandant aux juges « d'entrer en voie de condamnation », « très sévèrement » malgré le casier vierge de l'inculpé: douze mois de prison avec sursis.

**Délibéré, jeudi 21 décembre, à 13h30.**

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## La stratégie des procureurs pour envoyer les manifestant-e-s en prison avant d'être jugé-e !

November 10, 2017 at 12:24AM

Communiqué du groupe légal de la Coordination anti-répression après les dernières semaines de mobilisation. On assiste depuis la rentrée sociale de septembre 2017 à la mise en place de nouvelles stratégies de la part des flics et des procs. En effet, si les forces de police sont moins visibles lors des manifestations, préférant se tenir à distance pour faire des incursions plus « ciblées » au coeur des cortèges, il ne faut pas oublier les dizaines d'interpellations que nous déplorons. Interpellations qui ont été d'une rare violence lors du rassemblement en hommage à Rémi Fraisse le 26 octobre dernier, plusieurs personnes ayant été passées à tabac sur le quai du métro Ménilmontant avant d'être embarquées.

A cela s'ajoute un changement de paradigme lors du passage devant les tribunaux. Aux traditionnels "violences sur personne dépositaire de l'autorité publique", "outrage et rebellion" vient s'ajouter les notions d'"atroupement armé en vue de ..." ou de "groupement formé en vue de commettre des violences ou des dégradations", résurgences de la « loi anti-casseurs » des années 70. Ce qui permet de faire condamner des personnes pour des intentions supposées et non sur la base de faits matériellement constitués. D'autre part, fait très inquiétant dès le premier stade judiciaire (la comparution immédiate), le procureur demande maintenant quasi systématiquement la mise en détention provisoire jusqu'au procès, et ce quel que soit l'état du casier judiciaire ou des garanties de représentation du/de la prévenu.e. Si fort heureusement ces demandes ne sont pas toujours suivies par le tribunal, notre camarade B., interpellé le 10 octobre est actuellement, pour ces raisons, incarcéré jusqu'à son audience qui aura lieu le 10 novembre. Les autres, s'ils ou elles ne vont pas en prison, peuvent écoper ensuite de contrôles judiciaires et d'"interdictions de séjour" sur les lieux des prochaines manifestations. La machine judiciaire montre là son vrai visage : elle restreint la liberté de circuler alors que les faits reprochés ne sont même pas établis. Seule compte la suspicion d'avoir l'intention de commettre des délits. Autre inquiétude, le temps passé par les procureurs et les président.e.s de chambre à se pencher sur la "personnalité" du ou de la prévenu.e, se servant et abusant des fichiers policiers (pas seulement du casier judiciaire) sans s'attacher avec la même ardeur à établir la réalité des actes et des faits qui leur sont reproché.e.s.

S'il est important de se mobiliser et de descendre dans la rue lors des journées de manifestations ou d'actions, il est absolument fondamental de soutenir les camarades interpellé.e.s en se rendant devant les commissariats où il.le.s sont détenu.e.s, et aussi lors des audiences au tribunal afin que personne ne reste seul.e face à la machine judiciaire. S'informer s'il y a des appels à rassemblement en fin de manifestation est

*pourrait que retarder l'avènement de la révolution sociale en substituant son initiative, quelle qu'elle fût, sa raison omnipotente, sa volonté civique et forcée à l'initiative anarchique, à la volonté raisonnée, à l'autonomie de chacun. La révolution sociale ne peut se faire que par l'organe de tous individuellement : autrement elle n'est pas la révolution sociale.*

[Publié sur indymedia bruxelles, jeudi 26 octobre 2017]

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## Espagne

[Etat espagnol] Attaques simultanées en Solidarité avec les inculpé-e-s du G20 à Hambourg

November 09, 2017 at 10:15AM

**J'étais à Hambourg et je me suis souvenu de toi.**

**Quand brûlèrent leurs succursales.**

**Quand explosèrent leurs fenêtres.**

**Quand se montèrent les barricades.**

**Quand nous prime la ville.**

Mais je me souvenais encore de toi quand nous sommes retournés dans nos villes inertes où règne le gris, parce que tu es partout. Nous nous souvenions de tout ce que nous pouvions faire à tout moment, n'importe où, pendant que Hambourg brûlait.

De la même manière, nous nous souvenons de toutes les souffrances et de la rage que tu génères. Aussi quand tu frappes ceux qui te font face. Nous n'oublions jamais toutes les personnes qui reçoivent des coups par vos gardes, qui vivent enfermés en prison ou qui meurent d'avoir choisi le chemin de la confrontation. Et c'est en leur nom que cette action a pris forme.

C'est pour cela que la nuit du 4 au 5 Octobre, ont été attaqués à coups de marteau les DAB de dizaines de succursales bancaires dans différents lieux de Madrid: Lavapiés, Bilbao-Alonso Martínez, Castellana-Tetuán, Carabanchel, Vallekas, Coslada, Barrio del Pilar et La Elipa. On y a laissé des autocollants disant "A Madrid comme à Hambourg. Que se réponde la révolte", "solidarité active avec les 388 détenu-e-s et 32 prisonnier-e-s après le sommet du G20 à Hambourg", "Mort au capitalisme et mort à la police. Après le G20, la lutte continue."

Parce que des centaines de personnes ont été réprimé-e-s et détenu-e-s pendant les jours du sommet, parce que 32 sont toujours en prison, encore parce que il y a 'un mois illes s'irent une autre descente de police à Hambourg. Parce que nous voulons en finir avec le capitalisme, avec ses entreprises et ses banques, ses sommets financiers, voitures officielles, banquets, escortes. Avec tout ce qui nous asservit et nous détruit. A Hambourg, à Madrid et partout.

**Vive l'anarchie.**

en [espagnol](#), [allemand](#), [portugais](#)

## Murcie, Espagne : Révolte et évasions au centre de rétention de Sangonera

November 06, 2017 at 09:22AM

trouvé sur [Sans Attendre](#)

**Dans la soirée de vendredi 3 novembre, une révolte a éclaté au CIE (Centre d'Internement des Etrangers) de Murcie.**

Vers 21h, des dizaines de migrants ont attaqué les policiers du



centre à coups de barres de fer et ont défoncé des portes et notamment la grille qui sépare le salon de la cuisine du centre. Des petits feux de débris et de cartons ont également été allumés avant qu'une trentaine d'entre eux ne parvienne à s'évader. Au moins deux flics ont été blessés, dont un qui a été transporté à l'hosto après s'être fait péter le crâne à coups de bar de fer, ce qui a nécessité une dizaine de points de suture. Les agents de la Guardia Civil se sont déployés tout autour du centre à la recherche des évadés. Les conditions de survie dans le centre de rétention de « Sangonera » sont catastrophiques, selon plusieurs organisations non-gouvernementales, qui demandent sa fermeture en raison de ses installations vétustes. De nombreux migrants y sont enfermés chaque jour et entassés bien au-delà des capacités « d'accueil » du centre.

[En 2016](#), une révolte similaire avait éclaté dans ce même centre, laissant cinq flics blessés et permettant à plus d'une vingtaine d'indésirables de s'extirper de cet enfer carcéral.

[Reformulé de la presse espagnole, 04.11.2017]

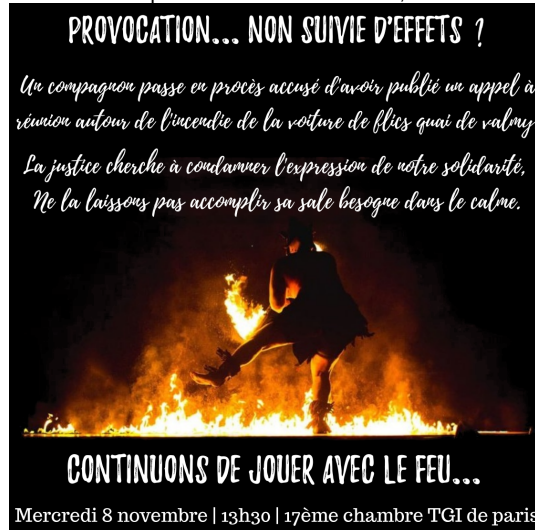
## France

### Paris : Rendez-vous au procès contre le texte appelant à un apéro-discussion

November 05, 2017 at 10:12PM

Indymedia Nantes / dimanche 5 novembre 2017

Mercredi 8 novembre à 13h30 17ème chambre TGI de paris, un compagnon passe en procès accusé d'avoir publié un appel à réunion autour de l'incendie de la voiture de flic quai de valmy. La justice cherche à condamner l'expression de notre solidarité, ne la laissons pas accomplir sa sale besogne dans le calme.



Mercredi 8 novembre | 13h30 | 17ème chambre TGI de paris

Pour en savoir plus : l'[appel incriminé](#), le [texte suite à la perquis'](#), un [texte solidaire](#).  
[Let's block ads! \(Why?\)](#)

### Des mauvais moments pour les bleus – Octobre 2017

apologie, et d'autre part que comme le début de la phrase est «à la première, à la deuxième, à la troisième voiture», il s'agit en réalité bien d'une provocation, demandant là-aussi une condamnation.

Cerise sur le gâteau, elle conclut en disant être bien consciente que le compagnon n'a pas écrit ces propos puisqu'ils ont été repris d'Indymedia Nantes, un site qui ne fournit jamais les IP et publie ce genre «*d'articles poubelle*», mais que cela n'y change rien puisqu'il les a repris à son compte.

**La procureure demande donc une condamnation volontairement sévère, selon ses dires, à un an de prison avec sursis**, précisant que l'absence de casier de l'intéressé a été pris en compte, et que sinon elle aurait demandé plus. **Les juges fixent ensuite la date du rendu, ce sera le 21 décembre à 13h30, même chambre.**

Cette affaire, gérée du début à la fin par le ministère de l'Intérieur est révélatrice de la pression et du chantage que l'Etat entend désormais aussi renforcer contre les subversifs anti-autoritaires. La classique manoeuvre d'en choisir quelques-uns pour adresser un message à tous, de tenter de briser les vases communicants entre des idées et des actes de révolte et plus généralement de punir par un moyen ou un autre celles et ceux qui s'opposent à lui, qui plus est lorsqu'ils ne s'en cachent pas, ne changera pas la donne. Les actes d'insoumission n'ont besoin d'aucune provocation ou incitation pour se répandre, et les idées qui les défendent sont bien trop libres pour passer sous les fourches caudines du code pénal et de toute justice. Ce procès n'a été qu'un (tout) petit moment de conflictualité dans un monde où les puissants s'engraissent à l'infini sur la misère et l'exploitation, où ils empoisonnent la terre au nom du profit et assassinent des milliers d'êtres humains à leurs frontières parce qu'ils n'ont pas le petit bout de papier nécessaire. Un monde d'autorité qu'il est plus que temps de détruire.

**La solidarité c'est l'attaque, avec indécence et un état d'esprit bien acéré**

**Vive l'anarchie !**

\*\*\*\*\*

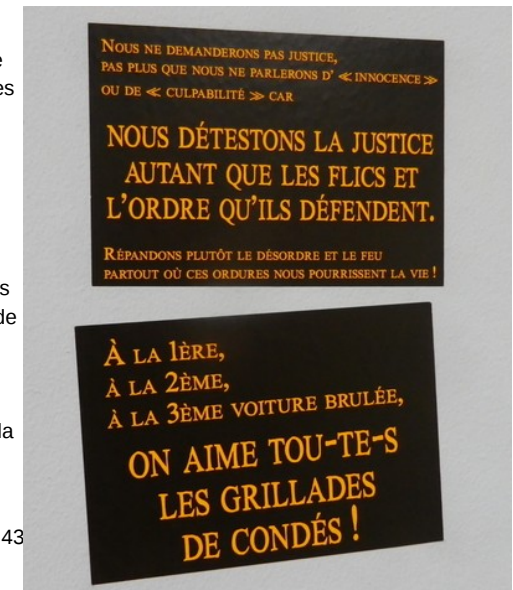
Indymedia Nantes (publié en commentaire à l'appel « [Rendez-vous au procès contre le texte appelant à un apéro-discussion](#) » ) / mercredi 8 novembre 2017

Une vingtaine de personnes étaient dans la salle pour assister au procès (d'autres étaient coincées dans la foule dehors, parmi les badauds filtrés par la flicaille à l'entrée du tribunal).

Le procès avait à peine commencé que des frictions verbales ont eu lieu entre un des juges (un des « assesseurs ») et le copain inculpé, sur des trucs assez futiles. Dans la salle, deux-trois personnes ont esquissé un sourire, et le juge principal/central a pétié les plombs direct: « les trois là-bas, vous sortez ! ».

Refus logique et serein des trois personnes visées. Le juge appelle les gendarmes présents dans la salle à les faire dégager, et comme les trois personnes refusent encore et encore, le juge suspend la séance et des gendarmes déboulent en nombre dans la salle pour expulser les trois personnes-qui-ont-souri (outrage ! scandale ! rébellion !?). Une grande majorité des personnes présentes se lèvent en solidarité avec les personnes-qui-ont-souri, s'interposent entre elles et les gendarmes, et au final c'est pratiquement tout le monde qui sort du tribunal, y compris le copain inculpé.

Les gendarmes rattachent tout le monde vers la sortie, sous les colibets et les slogans hostiles à la Justice, des petits papiers avec une punchline contre la Justice sont lancés ici et là.



S'en suit un moment de stupéfaction, où les deux gendarmes tentent en vain de parlementer sous les quolibets, puis sont renforcés en vain par trois autres, qui devant leur impuissance appellent des renforts. Des commentaires fusent à haute voix dans la salle contre la démocratie, la justice. Le compagnon inculpé a quitté la barre immédiatement et rejoint les solidaires. Il tente une phrase sur la situation. – « Une justice protégée par des militaires en arme en dit long sur... » – « Outrage, outrage ! » gueule aussitôt la procureure restée au fond pour tchatcher avec la greffière, avant même d'avoir entendu la suite outrageante. – « Ca en dit long sur ce que vous alliez plaider au nom du ministère de l'Intérieur et de la DRPP ! » – « Je note, monsieur X, je note vos propos ! » Elle ne la ferme que lorsqu'elle est assaillie de tutoiements venus du public qui la prennent à partie, et se retire à son tour à l'abri des regards et des quolibets.

Une petite troupe de gendarmes énervés déboule alors dans la salle, certains reconnaissent des visages connus pour s'être confrontés à eux tout au long du procès de la keufmobile cramée qui s'est déroulé un mois et demi plus tôt. Ils tentent de se saisir des trois importuns au sourire narquois, une grande partie du public se lève alors et intervient (l'inculpé y compris). Ils sont plus nombreux, gantés et énervés (mais pas plus que nous), poussent et bousculent tout le monde vers la sortie de la salle, puis décident de nous accompagner jusqu'à la sortie du tribunal dans la rue. Résonne alors en chœur dans le palais d'infâmie le slogan «*tout le monde déteste la justice*» jusque dans la cour, tandis que des centaines de papillons reproduisant les phrases incriminées volent dans les airs, avant un ultime «*De Limoges à Grenoble, vivent les casernes de gendarmerie en feu*» lancé à la face des hommes en uniforme avant de franchir les grilles. On apprend par la suite que les gendarmes chargés de l'entrée au tribunal ont sévèrement filtré plusieurs solidaires, conduisant à les retarder ou pour l'un à l'accompagner physiquement jusque dans la chapelle du tribunal, vu qu'il avait emprunté la file des touristes pour gagner du temps.

Du côté de la salle quasi-déserte, ça pue un peu qu'à l'ordinaire. Des boules puantes ont appesanti l'atmosphère, et la suspension d'audience sera plus longue que prévue, les gendarmes ayant été contraints d'ouvrir les fenêtres. Les petites souris solidaires qui sont restées pour entendre le reste du procès sont fouillées pour re-renter dans la salle, sauf le RG qui présente simplement et sans vergogne sa carte police aux gendarmes. L'assesseur reprend alors son résumé de l'affaire, insistant sur le fait que le compagnon a été entendu par les services de police mais n'a répondu à aucune question, qu'il a installé un logiciel du «dark net» sur son ordinateur, etc. En l'absence de la plupart du public, de l'inculpé et de son avocat, le procès est plus facile, et c'est au tour de la procureure de faire son show vengeur. Elle met en avant l'«*extrême gravité des propos*», aggravée par l'attitude du compagnon inculpé, concluant par un «*de toute façon je ne m'attendais à aucune décence de la part de la défense*». Toute sa plaidoirie va s'articuler autour d'un point de droit pour récuser les conclusions écrites de la défense (à défaut d'être orales), puis d'un second sur cette question de la «décence».

Concernant la première phrase, «*Nous détestons... Répondons plutôt...*», elle repousse les jurisprudences utilisées par la défense comme trop anciennes, qui disent que pour être directe, la provocation doit être précise. La procureure s'indigne ainsi qu'on ait osé invoquer la chanson de Johnny Hallyday «Allumer le feu» pour mettre en avant le côté festif et agitateur de cette pratique. La salle ne peut s'empêcher de rire, et même un juge est contaminé, sans toutefois être expulsé... Elle reprend en disant que ces propos interviennent dans le contexte de l'affaire du quai de Valmy, et que «répandre le feu» concerne le fait de brûler des voitures de flics, sachant que sa jurisprudence à elle en matière de provocation concerne avant tout «*l'état d'esprit propre à susciter le crime*». Les anarchistes étant décidément bien trop «indécents» à son goût et dotés d'un «état d'esprit» réhibitoire, elle demande la condamnation.

Concernant la seconde phrase sur les «*on aime tous-te-s les grillades de condés*», elle en revient d'abord à la «décence». La défense s'est en effet permis de faire remarquer que l'emploi du verbe «aimer» peut se référer au plaisir de griller des policiers ou encore au plaisir qu'ont les policiers à faire des grillades et que ma foi, en matière de goûts, hein... Face à «l'indécence» de cet argumentaire, elle affirme d'une part qu'il s'agit d'une

November 05, 2017 at 10:12PM

**La soirée d'Halloween, ça veut dire barricades et bagnoles incendiées et affrontements avec la flicaille** [Quelques traces de désordre ont été relatées dans d'autres régions. Les articles de presse locale étant payants, nous en relatons quelques unes dans la banlieue de Nancy notamment: à Vandoeuvre (à côté de Nancy), dans le quartier Vand'Est, trois bus de la société de transports de la ville ont été caillassés. Des vitres ont été brisées. A Héricourt, la nuit d'Halloween a également été agitée dans plusieurs quartiers; NdAtt.].  
AFP via Le-Figaro / Mercredi 1er novembre 2017



**La soirée d'Halloween a été marquée par plusieurs incidents à Nantes, Toulouse ou Rennes, notamment des incendies de poubelles et de voitures, les secours essuyant de leur côté des jets de projectiles à Nantes, indiquent la police et les pompiers.**

**Les pompiers et forces de l'ordre ont été, dans la nuit de mardi à mercredi, la cible de « caillassages à répétition » à plusieurs endroits de l'agglomération nantaise, où deux voitures ont été incendiées, a fait savoir la police.** Ces incidents n'ont fait aucun blessé, mais **un véhicule de police a été endommagé**, a précisé cette même source. **Cinq voitures, une moto et un scooter ont par ailleurs été brûlés à Rennes**, la plupart dans un même parking souterrain, a communiqué le Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (Codis) d'Ille-et-Vilaine. **Deux voitures ont également été incendiées à Brest**, selon le Codis de Finistère. **À Toulouse, une quinzaine de voitures ont été brûlées et les forces de l'ordre ont été la cible de jets de projectiles pendant la nuit.** Ces incidents n'ont fait aucun blessé grave, a indiqué à l'AFP Didier Martinez, secrétaire régional du syndicat Unité SGP Police Occitanie, ce qu'a confirmé le Centre d'incendie et de secours du département. La police n'a procédé à aucune interpellation.

## A Toulouse:

### Voitures en feu, incendies et métro coupé : ce qu'il s'est passé dans les quartiers de Toulouse

Actu.fr / Mercredi 1er novembre 2017

Ce fut un Halloween agité pour les pompiers de Toulouse, dans la nuit du mardi 31 octobre au mercredi 1er novembre 2017. Plusieurs incidents ont éclaté dans les quartiers sensibles de la ville rose. 25 faits de violences urbaines (feux de voitures, de containers ou de poubelles) ont été signalés aux pompiers. Une quinzaine de voitures ont été détruites.

**La première alerte a été reçue par les pompiers à 18 h 25 mardi chemin de Bagatelle. Les événements se sont terminés aux alentours de 4 h seulement.** Selon les informations d'Actu Toulouse, les incidents ont éclaté après l'interpellation dans l'après-midi, mardi, d'un homme qui avait plus tôt refusé d'obtempérer avec les forces de l'ordre. **Des policiers ont été caillassés.**

Les interventions des secours se sont faites sous alerte orange « violences urbaines ». C'est-à-dire que les pompiers travaillaient en synergie avec la police qui devait sécuriser les opérations. **La station de métro Empalot a dû être fermée peu après 20 h.** À la vue de la tournure des événements, elle n'a plus été desservie par le métro jusqu'à la fin du service. **Une voiture était notamment en feu tout près de ses portes. Un bus Tisséo a aussi été « attaqué »,** selon une source policière.



## Mais aussi au-delà :



Au-delà de Toulouse, **d'autres feux sont à signaler dans le département de la Haute-Garonne, notamment à Muret, Eaunes et Labastidette.** « C'est une nuit où il y a eu plus de feux de voitures que d'habitude », explique-t-on chez les pompiers. À la police, on parle d'un « phénomène national » avec des incidents du même type dans plusieurs autres villes de France. Aucune interpellation n'a été opérée. **Déjà dans la nuit du lundi 23 au mardi 24 octobre 2017, plusieurs feux de voiture étaient à déplorer dans les quartiers de la Reynerie et d'Empalot. Des incidents qui, a priori, faisaient suite à la pose dans la journée d'une caméra de surveillance.**



### A Lyon et dans son aggro :

*Lyon Capitale / Jeudi 2 novembre 2017*

Des voitures et des poubelles calcinées, la soirée de mardi à mercredi a été très agitée dans l'agglomération lyonnaise. **Les pompiers du Rhône ont dû intervenir plus de 70 fois pour des départs de feu sur la voie publique.**

À la veille du 1er novembre, des violences urbaines ont éclaté dans plusieurs endroits du département. Police et pompiers ont dû intervenir en nombre ce mardi soir pour tenter de calmer les esprits et éteindre les flammes. **Des voitures et des poubelles ont été brûlées à Vaulx-en-Velin, Bron, Feyzin, Vénissieux, Craponne, Givors ou Villefranche sur Saône.** Dans plusieurs communes, comme à **Rillieux-la-Pape ou à Francheville, des arrêts de bus ont été vandalisés pendant la nuit.** Une flambée qui ressemble à celle des soirs de nouvel an, deux mois plus tôt. Des incidents qui ne sont pas pour rassurer sur les tensions existantes. Les forces de l'ordre, s'inquiétant d'une nouvelle soirée sous tension ce mercredi, avaient mis en place un dispositif de sécurité particulier. Finalement, la soirée d'hier s'est avérée plus calme.

### A Chambéry :

*Le Dauphiné / 1er novembre 2017*

La nuit d'Halloween a été mouvementée dans le quartier du Biollay à Chambéry. Sur les 25 containers à poubelles brûlés dans la ville, 19 l'ont été dans ce quartier. Si les pompiers ont pu intervenir sans problème, la police a joué au chat et à la souris avec plusieurs groupes de jeunes. Une patrouille de la Bac a finalement arrêté vers 23 heures, trois mineurs âgés de 16 à 17 ans. L'un d'eux portait un sac qui sentait fortement l'essence. Ils ont tous les trois été placés en garde à vue. L'exploitation de leurs téléphones portables a fait ressortir des vidéos, où ils faisaient usage de cocktails molotov. Par ailleurs à Chambéry le Haut, **deux voitures ont été incendiées.**

La police avait prévu un important dispositif hier soir sur Chambéry. L'année dernière, le soir d'Halloween, la situation avait dégénéré **dans le quartier de Chambéry le Haut. Une caméra de vidéosurveillance de la ville avait été incendiée et la police avait été caillassée.**

### A Valence :

*Le Dauphiné / 1er novembre 2017*

La nuit de mardi a été courte pour les policiers valentinois et les pompiers. Il est 19h45, quand ils se rendent dans les quartiers de Fontbarlettes et du Plan à Valence pour des feux de véhicules.

Ils y sont accueillis par des jets de pierres lancés par des groupes « très mobiles », que les policiers, renforcés par des gendarmes, parviennent cependant à neutraliser vers minuit. Dans le même temps, les pompiers s'activent à éteindre les feux. 16 véhicules sont incendiés mais le feu se propage à huit autres. **Au total donc, ce sont 24 véhicules qui sont détruits par le feu.** Les occupants d'un appartement sont



«susceptible de ne pas répondre aux convocations» et préciser que «cet individu appartient à la mouvance anarcho-autonome, pouvant se livrer à des actions violentes, et refusant systématiquement de coopérer avec les services de l'Etat». La date choisie est celle de l'entre-deux tours à l'élection présidentielle, le 26 avril, et l'anarchiste notoire étant absent, elle défoncera les maigres panneaux de bois de la porte, s'emparera du matériel désiré et désignera deux témoins d'office pour la perquisition. [Un récit existe déjà ici](#). Le compagnon se rendra dans leurs services pour savoir de quoi il en retourne (un simple numéro de téléphone avait été scotché sur les restes de la porte) le 10 mai, et, notera le brigadier de service dans ses conclusions, « Monsieur X refusait, comme attendu, de coopérer avec nos services, refusant de répondre à toute question ». Au cours de l'été arriveront une série de recommandés postaux des huissiers de justice, fixant une audience-relais le 11 octobre devant la 17e chambre, puis une audience de fond le 8 novembre dernier. Pour ne pas interférer avec le procès du quai de Valmy en septembre bien que les deux soient en partie liés puisque le point de départ technique est un texte solidaire avec l'incendie de la keufmobile, le compagnon choisira plutôt de rendre public la seconde date, et libre à chacun-e de s'en emparer à sa manière.

Plusieurs textes anonymes ont ainsi circulé en octobre, comme cet appel à une discussion publique à Paris le 31 octobre « pour discuter de comment continuer à poser des mots solidaires sur les actes de révolte qui nous parlent, sans transiger avec la nécessité de porter des idées et sans nous cacher derrière la défense de la liberté d'expression » ou encore cet *Almanach illustré du soir* tiré à des milliers d'exemplaires, mais aussi deux appels à se rendre au procès («ne laissons pas [la justice] accomplir sa sale besogne dans le calme»), sans compter les autocollants reproduisant dans la rue les phrases incriminées (et qu'on retrouvera aussi dans le tribunal).

### Deux mots sur le procès

Les boiseries de la 17e chambre étaient noires ce 8 novembre. Noires de nuées de robes d'avocats qui discutent avec le président pour des histoires de reportage télé, d'injures ou de diffamations, noires aussi de la colère d'une vingtaine d'anarchistes et anti-autoritaires sur les bancs du public habituellement déserts. Après une demie-heure technique où tout ce beau monde fixe des dates, le président Thomas Rondeau, Mōssieur police-de-l'audience bien campé derrière ses petites lunettes dorées d'arrogance et de pouvoir, décide que la première des trois plaidoiries sera la nôtre.

Le compagnon est appelé à la barre. C'est un assesseur qui mène les débats. Il assène que tout cela doit rester serein, et l'inculpé lui répond immédiatement que cela dépend largement d'eux aussi, qu'il y a deux côtés antagoniques. Commence la formalité de l'identité, et plutôt que de la décliner en demandant des «oui» de confirmation à l'intéressé, l'assesseur tente un mode flic : nom, prénom, date de naissance, adresse. Ca commence donc forcément à coincer, et dès la date de naissance. -«C'est écrit un peu partout dans le dossier !», -«oui mais j'ai besoin de vous l'entendre dire», - «vous sous-entendez que la police a utilisé des faux-papiers dans le dossier ? c'est xx/xx/xxx», - «dites-la normalement !» et voici que le compagnon se met à épeler lettre par lettre le mois le plus long de l'année, le président police-de-l'audience et son assesseur commencent à bouillir. -«votre adresse ?» -«celle où vos collègues sont venus perquisitionner, c'est écrit dans le dossier» -«c'est bien la votre ?» -«Mettez donc adresse présumée dans vos fiches, c'est xx». Puis l'assesseur commence la lecture du résumé de l'affaire en lisant les phrases incriminées. - « Répandez le désordre et le feu... » - «Non, c'est Répandons !» - «Vous aurez la parole tout à l'heure !» - «Oui, mais c'est Répandons, pas Répandez !» recoupe l'inculpé avec un petit sourire. Et c'est bien tout ce qui se passera à la barre ce jour-là en présence du compagnon. Sur ce second petit moment de confrontation avec les règles tacites d'une justice bien rendue où on doit s'écraser sans broncher, le président police-de-l'audience saisit soudain son micro et demande aux deux gendarmes présents d'expulser trois solidaires assis dans le public qui ont souri. Ces derniers protestent et refusent de bouger. - « On ne sourit pas, l'audience doit se dérouler dans le calme. L'audience est suspendue jusqu'à votre expulsion !» Puis la cour se barre dans son arrière-salle.



Le 8 novembre 2017, devant la 17e chambre correctionnelle du tribunal de Paris composée de juges spécialisés dans le domaine des délits de presse, devait passer un compagnon accusé d'une double provocation.

### Les sourires du crime

Un compte-rendu du procès du 8 novembre à Paris pour provocation

Le 8 novembre 2017, devant la 17e chambre correctionnelle du tribunal de Paris composée de juges spécialisés dans le domaine des délits de presse, devait passer un compagnon accusé d'une double provocation. Une première portant «à la commission de dégradations et détériorations volontaires dangereuses pour les personnes», et une seconde portant «à la commission d'une atteinte volontaire à la vie». En langage ordinaire cela donne «appel à la destruction» et «appel au meurtre de flics», pour d'avoir reproduit le 18 février sur le site [cettesemaine.info](http://cettesemaine.info) une invitation passée la veille sur Indymedia Nantes, et invitant à un apéro-discussion solidaire avec les inculpés de l'attaque incendiaire de la keufmobile en mai 2016. Inculpés qui ont pris en septembre dernier de lourdes condamnations de 1 à 7 ans de prison.

### Deux mots sur le dossier

Comme il n'est pas forcément inutile par les temps qui courent d'apporter quelques précisions techniques, on posera simplement ici le déroulé de la construction du dossier judiciaire. Tout d'abord, il s'agit d'une plainte initiée par le ministère de l'Intérieur contre un site anarchiste.

Le 18 février, jour même de reproduction du texte sur [cettesemaine.info](http://cettesemaine.info), la plate-forme PHAROS reçoit une dénonciation anonyme, se saisit de l'affaire, et c'est donc tout d'abord l'OCLTIC (Office Central de Lutte contre la Criminalité liée aux Technologies de l'Information et de la Communication) basé à Nanterre qui gère l'affaire. Les deux phrases incriminées resteront les mêmes du début à la fin. Rappelons-les une fois pour toutes : «*Nous ne demanderons pas justice, pas plus que nous ne parlerons d'«innocence» ou de «culpabilité» car nous détestons la justice autant que les flics et l'ordre qu'ils défendent. Répandons plutôt le désordre et le feu partout où ces ordures nous pourrissent la vie !* » ; et «*À la 1ère, à la 2ème, à la 3ème voiture brûlée, on aime tou-te-s les grillades de condés !* » Dénichant rapidement un IP et un domicile qui lui correspond suite à une demande à l'hébergeur commercial de ce site (OVH), le seul IP qui s'est connecté à la partie administration du site en question ce jour-là, l'OCLTIC boucle son sale travail dès le 22 février. Il retient initialement la qualification d'«*apologie de terrorisme*» puis finalement celle qui restera, de «*provocation non suivie d'effet au crime ou au délit*». Cela tombe d'ailleurs bien, puisque l'IP correspond à celui d'un ennemi déclaré de l'Etat, un «*individu connu des services de Police pour des faits de violences volontaires, vol avec effractions et de nombreuses destructions/dégradations en qualité de mis en cause*», selon le fichier de Traitement des Antécédents Judiciaires reproduit avec délectation dans la procédure.

Puis, sur instructions officielles de l'Etat-Major de la police judiciaire de la préfecture de Paris, l'OPJ zélée transmet directement la procédure à... la Direction du Renseignement de la dite préfecture (DRPP), soit la section locale de la DCRI. Ce sont ces derniers, dont la réputation en matière de terrorisme d'Etat n'est plus à faire, qui vont garder sous le coude la procédure du 22 février au 5 avril, sans jamais plus apparaître dans le dossier. C'est aussi chez eux que s'opère un second choix : celui de continuer les poursuites, en confiant début avril l'enquête préliminaire à une seconde brigade, la BRDP (Brigade de répression de la délinquance à la personne).

La BRDP va travailler du 5 avril au 23 juin 2017 en étudiant de nombreuses pistes qui ne la mèneront nulle part : étude de la carte prépayée et du téléphone laissé pour payer le serveur, étude du titulaire de la boîte postale ouverte en province au nom du journal «Cette Semaine» qui a précédé le site incriminé, étude du mail de contact du site et du mail de contact avec le serveur, etc. Pour tenter d'y voir plus clair à partir de l'IP déniché, seul élément en leur possession, la BRDP va directement demander une perquisition au domicile de l'anarchiste concerné. Pour la justifier auprès du procureur et du JLD, elle va arguer que l'intéressé est

évacués mais réintégreront leur domicile un peu plus tard. Parallèlement, à Bourg-lès-Valence, sept poubelles sont détruites également par le feu. Plusieurs autres sont renversées, rue Berthelot à Valence.

### A Brive-la-Gaillarde :

France Bleu Limousin / Mercredi 1er novembre 2017

Plusieurs poubelles et une voiture ont été incendiées dans la nuit de mardi à mercredi 1er novembre dans le quartier de Gaubre à Brive-la-Gaillarde. **Les forces de l'ordre ont été caillassées mais s'en sortent sans blessés dans leurs rangs. Les poubelles ont brûlé de 23h à 3h du matin dans le quartier de Gaubre, à Brive-la-Gaillarde.** Les habitants sont excédés, ce n'est pas la première fois que ça arrive. Il y a deux semaines encore deux voitures ont été incendiées dans le quartier. Cette fois aussi, **une voiture a brûlé ainsi que des poubelles et des containers à verre** qui ont également été renversés. **Des feux d'artifice ont également été tirés tout au long de la nuit.**

**Lorsqu'elle se déplace sur des feux de poubelles, la police devient souvent la cible des incendiaires qui se mettent à caillasser les forces de l'ordre.** Ce fut le cas cette nuit, mais les policiers de Brive étaient préparés. [blablabla, ça rassure le bon citoyen, NdA] Lors de leur intervention, les policiers ont pu voir leurs agresseurs **mais pas distinguer leurs visages cachés sous des cagoules, des capuches ou des écharpes.** Un groupe de jeunes de 15 à 18 ans est accusé par certains habitants. Il n'y a cependant eu aucune interpellation.



### A Nice :

Nice-Matin / Mercredi 1er novembre 2017

Les sapeurs-pompiers ont dû intervenir sur **une quarantaine d'incendies volontaires.** Il s'agissait pour l'essentiel de **feux de détritus. Une demi-douzaine de sinistres ont concerné des véhicules, voitures et scooters** qui ont ainsi été la proie d'actes de vandalisme. **A Grasse, c'est un local technique attenant à la police municipale qui a été incendié.** Ces violences urbaines se sont également accompagnées parfois de **jets de projectiles visant les policiers ou les sapeurs-pompiers au cours de leurs interventions. Notamment à Grasse, Vallauris et Nice.** Ces faits ont conduit à l'interpellation de quatre individus, trois à Antibes et un à Grasse, qui devront donc répondre de leurs actes devant la justice. [...]



### A Béziers et sa région :

Le-Métropolitain / 1er novembre 2017

Treize containers ont été volontairement incendiés dès 20h mardi sur des artères de la cité de la Devèze à Béziers, classée en zone de sécurité prioritaire -ZSP-, ainsi que de deux voitures, une dans la soirée et l'autre à l'aube ce mercredi.

Mardi soir également, une haie de cyprès a été volontairement incendiée dans l'école des Tamaris. Un fourgon pompe-tonne de la caserne de Sérignan et un camion-citerne feux de forêt -CCF- du centre d'intervention et de secours de Montady qui avaient été pré-positionnés en renfort au centre de secours principal de Béziers sont intervenus sur cette série d'incendies sur la voie publique, ainsi que sur le **feu qui a endommagé deux garages automobiles en milieu de nuit, Auto Prestige et Tip Top, avenue des Amandiers à Villeneuve-lès-Béziers.** Hormis cette dernière alerte concernant les concessions automobiles et les deux voitures brûlées, les feux de containers allumés par un groupe de jeunes, selon des témoins ne concerneraient pas

des dérives de la fête Halloween, mais une réponse à une opération de contrôles menée mardi dans la cité de la Devèze par les policiers de la Sécurité publique du commissariat de la ville. [...]

**Le même phénomène se déroule dans les cités sensibles d'autres villes du département, à Montpellier, Sète et Pézenas notamment.** La direction départementale de la Sécurité publique de l'Hérault -DDSP 34- multiplie depuis ces derniers jours des Structures légères d'intervention et de contrôles -SLIC-, comme celle organisée vendredi à partir de 22h dans le quartier de la Mosson-la Paillade et des Hauts-de-Massane à Montpellier. Les policiers nationaux se montrent de plus en plus dans les endroits sensibles, en fin d'après-midi et la nuit lors de ces SLIC, planifiées le plus souvent sur réquisition des procureurs de la République de Montpellier et de Béziers.

## **Saint-Denis (Ile de la Réunion) : Des affrontements aux saccages de commerces et de mobilier urbain en passant par le pillage de bijouterie**

*Zinfos974 / Mardi 31 octobre 2017*

*Le quartier du Chaudron et la ville de Sainte-Marie connaissent cette nuit des troubles à l'ordre public. Des jeunes s'amuse à brûler du mobilier urbain et à tenter de s'en prendre à des magasins.*

Les premiers troubles ont commencé peu après 21H, au Chaudron comme à Sainte-Marie. Les policiers sont intervenus au niveau du boulevard sud pour tenter de stopper le début des troubles publics. **Au Chaudron, la rue qui traverse le mail est jonchée de mobilier urbain cassé. Des poteaux lumineux ont été mis au travers de la route. Une route impraticable et des feux de poubelles beaucoup plus nombreux** qu'il y a deux mois à la suite des émeutes ayant suivi les rodéos sauvages. Huit combi de police étaient encore à l'entrée du mail du Chaudron à minuit pour tenter de pacifier le secteur.

A 00H45 à Beauséjour Sainte-Marie, le calme semble être revenu. Un dispositif plus léger de gendarmerie, avec la présence d'un fourgon et d'un 4x4 des forces de l'ordre, était toujours maintenu sur place en cas de reprise des hostilités. **Vers 21H, les forces de gendarmerie étaient venues sécuriser les commerces qui auraient pu être visés par les jeunes casseurs.** Les gendarmes étaient nombreux dans le secteur du nouveau Leader Price et de l'école de musique de Beauséjour.

Le même phénomène de troubles à l'ordre public s'est produit, dans une moindre mesure, à **Sainte-Suzanne,, Saint-André et Saint-Benoît.**

*Éléanore / Jeudi 2 novembre 2017*

**VIOLENCES URBAINES.** *Le phénomène observé l'an dernier à Plateau Caillou s'est répété cette fois-ci au Chaudron, à Beauséjour et dans d'autres communes de l'Est. La fête d'Halloween a été marquée par des affrontements entre jeunes et forces de l'ordre et par des vols et des dégradations de commerces !* Hier soir encore, les forces de l'ordre se préparaient pour une nouvelle nuit de tensions. À Sainte-Marie, dans le quartier de Beauséjour, une dizaine de véhicules de la gendarmerie étaient ainsi postés à proximité des locaux de la CAF en prévision de potentiels nouveaux débordements. En début de soirée, la route était fermée à la circulation alors que dans le même laps de temps, les pompiers s'affairaient à circonscrire un feu de broussailles sur le terrain vague jouxtant l'école de musique du quartier. L'hélicoptère de la section aérienne a également longuement survolé la zone dans la soirée.

« C'est reparti ! », lâchait ironiquement un internaute sur la page Facebook Radar 974. Mais cette fois-ci, la situation semblait être sous contrôle contrairement à la nuit précédente. **Car mardi soir**, alors que petits et grands fêtaient Halloween, déguisés ou pas, **des jeunes en ont profité pour participer à de véritables scènes de « guérillas urbaines » (l'expression a, hier, été utilisée par un syndicat de police, N.D.L.R.) dans divers quartiers du Nord et de l'Est de l'île.**

Les gendarmes étaient mobilisés notamment à Bras-Panon, à Sainte-Suzanne ou encore à Saint-Benoît. Quelques débordements ont également été relevés à Saint-André. Mais le gros des échauffourées a été constaté du côté des quartiers du Chaudron, à Saint-Denis, et de Beauséjour, à Sainte-Marie. Dans le chef-lieu, des feux de poubelles ont d'abord été signalés aux environs de 20 heures au niveau du Mail. **Une heure plus tard, des bandes de jeunes -parmi lesquels plusieurs mineurs- allaient plus loin en s'en prenant à des commerces du secteur : une bijouterie et deux Loto-PMU [ainsi qu'une librairie, NdA].**

L'ensemble des effectifs de police d'astreinte ce soir-là a été mis à contribution. Les hommes de la brigade anticriminalité, les équipes de police secours et bien sûr les hommes de la compagnie départementale d'intervention spécialisés justement dans le maintien de l'ordre. Mais comme cela a déjà été constaté par le passé, policiers et casseurs ont joué à l'éternel jeu du chat et de la souris, avec d'un côté des jets de lacrymogène et de l'autre, des jets de galets et de projectiles en tout genre.

La liste n'est pas exhaustive : saccage du local grenoblois des [Républicains](#) en mars, sabotage de [valideurs de tramway](#) de la même ville en avril, dégradation de [deux permanences du Front national](#) à la même période en Loire-Atlantique, incendie d'une [antenne télé en Ardèche](#) en juillet ou encore d'une camionnette d'une entreprise de sécurité au [Pré-Saint-Gervais](#) (Seine-Saint-Denis)... En 2016, déjà, des sabotages avaient été revendiqués parmi lesquels l'incendie d'un [véhicule de gendarmerie](#) à Limoges.

« *Les enquêtes sont difficiles* », reconnaît une source au ministère de l'intérieur. Il n'y a eu jusque-là aucune interpellation. La complexité est aussi sémantique...

\*\*\*\*\*

### **Et à Limoges la Maréchaussée se barricade chez elle...**

*Le Populaire / vendredi 3 novembre 2017*

Avec deux casernes touchées par des incendies volontaires à Limoges en moins d'un an, la gendarmerie est devenue une cible ces derniers mois de l'ultra gauche. François Bonavita [*l'idiot ci-contre; NdAtt*], général de brigade, nous livre ses impressions après ces attaques incendiaires.

### **Quelle a été votre réaction après les incidents survenus en Isère ?**

En s'attaquant à une gendarmerie, on souhaite s'attaquer à un symbole de l'état. Ces attaques ont un coup financier et c'est le contribuable qui paie finalement. Mais dans le cas de Meylan en Isère, on s'attaque directement aux familles. C'est attaques sont plus difficiles à comprendre. A Limoges, différentes unités sont hébergées, nous avons environ 300 logements.

### **Y a-t-il un sentiment d'inquiétude depuis les derniers événements qui se sont produits à Limoges et en Isère ?**

L'incendie a créé une vague d'inquiétudes et cela peut se comprendre. Nous avons à Limoges des familles de gendarmes, avec des conjoints et des enfants. Mais elle s'est très vite dissipée.

### **Comment expliquer que des individus puissent rentrer comme cela dans une gendarmerie ?**

On ne vit pas dans un bunker. Au moment où les gendarmeries ont été construites, on était plus dans une démarche d'ouverture sur la population. Une gendarmerie n'était pas considérée comme un site sensible. C'était une époque où l'autorité de la gendarmerie n'était pas remise en cause par des groupuscules. Les dernières constructions prennent en compte ce changement avec des clôtures renforcées et plus de vidéo protection.

### **Des mesures ont-elles été mises en place à Limoges après les derniers événements ?**

Nous avons renforcé les gardes et nous avons pris d'autres mesures. Sur l'ensemble de la Haute-Vienne nous avons mis en place un dispositif passif. Pendant les années à venir, nous devrions avoir le budget pour augmenter la sécurité, mais cela ne va pas se faire en un claquement de doigts. Après, dans une caserne, on lutte contre la délinquance comme dans une cité pavillonnaire. La meilleure des protections est l'implication individuelle en signalant toute personne présente dans les lieux. Dans les brigades, tout le monde se connaît.

### **Ne craignez vous pas que ces personnes qui s'attaquent à la gendarmerie ne s'en prennent aux individus ?**

Je ne pense pas que ce soit leur volonté. Ce que l'on peut redouter, c'est que des membres de familles de gendarmes ou des gendarmes eux-mêmes soient touchés de manière indirecte. Un drame est vite arrivé. Il suffit qu'une voiture explose à côté d'une personne, d'un enfant pour qu'il y ait des conséquences dramatiques. Ces attaques sont criminelles.

## **Paris : Un compte-rendu du procès du 8 novembre pour provocation [MAJ]**

November 09, 2017 at 04:22PM

*Indymedia Nantes / jeudi 9 novembre 2017*

plus tôt, le 21 septembre, un autre incendie avait visé le garage et des locaux techniques de la [caserne du groupement de gendarmerie de l'Isère](#) à Grenoble. Si le lien entre les deux attaques n'a pas encore été formellement établi, les deux affaires «se ressemblent beaucoup», admet le procureur.

### **La piste «très sérieuse» des milieux anarcho-libertaires**

Les enquêteurs se concentrent désormais sur la piste «très sérieuse» de l'ultra-gauche. Ces deux incendies ont en effet été revendiqués sur le site indymedia.org, chambre d'écho des positions les plus radicales chez les anarcho-libertaires. Après l'incendie de la gendarmerie de Meylan, un groupe féministe appartenant à cette mouvance expliquait vouloir «[lutter contre le sexisme](#)» et «contre le genre» et justifiait leur action par une «envie de revanche».

Le mode opératoire y était même détaillé: ce groupe non identifié expliquait notamment avoir cadenassé l'accès au parking de la gendarmerie, notamment pour «faire une blague aux pompiers», et disait avoir utilisé dix litres d'essence. «Nous avons ciblé les voitures privées des flics, au détriment des quelques sérigraphiées, parce qu'on avait envie de s'attaquer» à «leurs biens personnels [plutôt] qu'à leurs outils de travail», ajoutaient-elles. Cette revendication s'achevait en forme de dédicace, adressée notamment «aux deux personnes incarcérées (dans) l'affaire de la voiture de flics brûlée», à Paris en mai 2016.

### **Une enquête difficile**

Comme souvent dans les affaires d'incendie, l'enquête s'annonce compliquée. Car qui dit incendie, dit souvent destruction de preuves. Et pour l'heure, **les prélèvements effectués sur les lieux des sinistres et l'examen des enregistrements de caméras de vidéosurveillance n'ont rien donné.** «Nous avons affaire à des gens organisés et intelligents», estime le procureur Jean-Yves Coquillat, qui précise qu'aucune interpellation n'a encore eu lieu dans les milieux anarcho-libertaires. Quant à la possibilité d'identifier les auteurs via la revendication faite sur Internet, là encore, les enquêteurs semblent coincés. «Le site Internet est au Brésil. Nous sommes techniquement impuissants pour remonter cette piste-là», admet encore le magistrat. Ces affaires préoccupent grandement les autorités. Le procureur de la République craint une escalade dans les attaques visant les institutions publiques après plusieurs actions similaires dans la région grenobloise, où la mouvance anarcho-libertaire est traditionnellement très implantée. Dans ce contexte, la sécurité des 3900 casernes de gendarmerie [voir ci dessous; NdAtt.] va être renforcée. «Des crédits vont être consacrés à la sécurisation des casernes et une partie du budget immobilier sera orienté sur ce chantier», a indiqué mercredi la direction générale de la gendarmerie nationale à l'AFP.

\*\*\*\*\*

### **La police patine sur les attaques de la gauche radicale**

*c'est le titre du Monde : eux aussi ils se foutent de la gueule des flics ! / jeudi 11 novembre 2017*

« *La piste anarcho-libertaire reste sérieuse.* » Jeudi 9 novembre, l'enquête sur l'incendie volontaire survenu dans la nuit du 25 au 26 octobre à la gendarmerie de Meylan en Isère, s'orientait de nouveau vers le scénario d'une action de la gauche radicale, d'après le procureur de la République de Grenoble, Jean-Yves Coquillat. La veille, huit personnes avaient pourtant été interpellées dans le milieu de la petite délinquance. Les enquêteurs voulaient creuser la piste d'une éventuelle vengeance mais les gardes à vue ont finalement toutes été levées.

L'incendie de Meylan a, de fait, été revendiqué au nom de la lutte contre le sexisme, notamment sur le site d'information alternatif Indymedia. **Un texte que les enquêteurs considéraient avec circonspection. Il fait cependant écho à plusieurs écrits publiés ces derniers mois** sur des sites ou des blogs et qui s'arrogent la responsabilité d'une multitude de faits : l'incendie, fin octobre, de voitures de la police municipale de [Clermont-Ferrand](#) et de vingt et un véhicules d'Enedis, une filiale d'EDF, à [Limoges](#). Celui, fin septembre, de locaux de la gendarmerie de [Grenoble](#), de cinq voitures de la gendarmerie de [Limoges](#) ou encore de trois véhicules Autolib aux [Lilas](#) (Seine-Saint-Denis)...

« Tout sauf une organisation carrée »

À Beauséjour, les mêmes affrontements avaient lieu entre gendarmes et délinquants. Là encore, l'évolution de ces épisodes de violences urbaines pouvait être suivie quasiment en simultané sur les réseaux sociaux. L'ironie veut qu'à Plateau Caillou, où des débordements du même genre avaient été constatés pour la première fois il y a un an, la soirée d'Halloween s'est déroulée sans heurts. Il faut dire que les gendarmes saint-paulois ont anticipé le problème en investissant en nombre le quartier. Ils sont finalement venus en renforts aux côtés de leurs collègues, à Beauséjour.

\*\*\*\*

## **Pluie de projectiles pour les cow-boys de l'Essonne**

*Le Parisien / Mardi 31 octobre 2017*

Soirée difficile pour les forces de l'ordre. **À Mantes-la-Jolie, Chanteloup-les-Vignes et Poissy, plusieurs patrouilles des polices municipale et nationale ont essuyé des jets de projectiles dans la nuit de lundi à mardi.** D'abord du côté du Mantois où une voiture de la brigade spécialisée de terrain a été endommagée au niveau de la portière alors qu'elle circulait dans le quartier du Val-Fourré, vers 22 heures. Plus tard, aux alentours de minuit, la situation a dégénéré lors d'une intervention de la police nationale à Chanteloup-les-Vignes. Les faits se sont déroulés rue des Feucherets, aux abords de la gare. Les policiers ont été appelés suite au comportement du conducteur d'une Renault Mégane qui aurait délibérément percuté un véhicule stationné. Une fois sur place, les forces de l'ordre se sont retrouvées dans un guet-apens, la Renault Mégane bloquant l'accès à la rue. **Une trentaine de personnes les ont alors encerclées avant de leur lancer des cailloux.** Les policiers se sont extirpés de cette situation sans qu'aucun d'entre eux ne soit blessé mais le pare-brise de leur véhicule a été brisé avec des vitres étoilées et de nombreux impacts sur la carrosserie. L'affaire ne se termine pas là puisque la Mégane noire a été retrouvée incendiée sur la commune de Poissy, trente minutes plus tard. Il s'est avéré que cette dernière avait fait l'objet d'une déclaration de vol en septembre dernier.

Peu avant une heure du matin, **c'était au tour de la police municipale de Poissy d'essuyer des jets de projectiles**, obligeant celle-ci à faire usage d'un tir de flash-ball. **Le pare-brise de la voiture sérigraphiée était brisé** mais aucun occupant n'a été blessé.

\*\*\*

## **Besançon : Des jets de pierres pour accueillir la police**

*L'Est-Républicain / Vendredi 27 octobre 2017*

Des voitures de police ont été visées par des jets de pierres dans le quartier des Hauts de Saint-Claude à Besançon, ce vendredi vers 17 h. Aucun dégât, ni blessé, ni casse n'est à déplorer. Les auteurs se sont aussitôt évaporés dans la nature. Une enquête est en cours pour retrouver les responsables de cette attaque gratuite.

\*\*\*\*\*

## **Montataire (Oise) : feux de bagnoles et de poubelles puis caillassages au moment où la flicaille rapplique**

*Le Parisien / Jeudi 26 octobre 2017*

Le commissariat de Creil qualifie ces événements de « violences urbaines ». **Des affrontements ont eu lieu, mercredi soir, dans les hauts de Montataire**, particulièrement dans le quartier des Martinets. Si plusieurs habitants évoquent des feux de voitures et l'intervention de CRS, ce sont en réalité des renforts de police du département qui étaient sur place à la suite, notamment, de plusieurs feux de poubelles. **Les forces de l'ordre sont alors accueillies par des jets de pierres et autres projectiles.** « Nous avons été pris à partie par un groupe très hostile à notre présence, détaille un policier. La situation est très tendue en ce moment alors que les choses semblaient se calmer dernièrement. » Une enquête est en cours pour tenter de faire la lumière sur ces événements.

\*\*\*\*



## Albi : Les affrontements font deux flics blessés

France 3 Occitanie / Jeudi 26 octobre 2017

Mercredi soir dans le quartier de Cantepau à Albi, des policiers tentent d'intercepter un individu en scooter pour infractions routières. Un groupe d'individus prend alors à partie l'équipage de policiers en leur lançant des projectiles. **Deux policiers sont sérieusement touchés. L'un au niveau du nez l'autre au poignet.** Selon la Police, l'après-midi déjà, la tension était perceptible dans ce quartier régulièrement source d'hostilités envers les forces de l'ordre.

\*\*\*\*

## Saint-Etienne (Loire) : Flic reconnu et pris à partie

Le Progrès / Jeudi 26 octobre 2017

Un fonctionnaire de police a été pris à partie mardi après-midi, alors qu'il n'était pas en service. Il était en outre accompagné de sa fille, et se rendait dans un établissement hospitalier. Il a été reconnu par trois jeunes gens, qui l'ont interpellé, outragé et lui ont même envoyé des projectiles. Les agresseurs ne sont pas allés loin, ils ont été interpellés. Ils ont entre 15 et 16 ans.

\*\*\*\*

## Grenoble : Un bon moyen pour faire passer l'envie au CRS de te contrôler...

Le Dauphiné / Jeudi 25 octobre 2017

Un adolescent de 17 ans a tenté de se soustraire à un contrôle de police que voulaient effectuer des CRS dans le cadre de leurs missions de sécurisation dans l'agglomération, hier après-midi dans le quartier de l'Alma à Grenoble. **Le garçon s'est enfui et a violemment refermé la porte d'un immeuble de la place Edmond-Arnaud sur la main d'un CRS, lequel a été sérieusement blessé.** Le policier a été conduit au service des urgences de l'hôpital Michallon de Grenoble-La Tronche et le suspect a pu être interpellé. Il a été placé en garde à vue.

\*\*\*\*\*

## Besançon : Le véhicule de patrouille municipale perd une vitre

L'Est-Républicain / Vendredi 20 octobre 2017

Appelée pour des troubles de voisinages rue de Vesoul mardi soir, une patrouille de police municipale a vu sa vitre arrière s'étoiler sous l'impact d'un caillou lancé par une bande d'au moins trois jeunes individus, qui sont parvenus à prendre la fuite.

Les agents, qui ont également subi des outrages, étaient parvenus à les identifier. La police nationale a interpellé l'un des auteurs dès le lendemain. Âgé de 15 ans, il a été placé en garde à vue, à l'issue de laquelle lui a été notifiée une COPJ.

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## Castres (Tarn) : Insoumise aux flics et à la propriété

November 05, 2017 at 11:53PM

La Dépêche / Vendredi 3 novembre 2017

C'est une véritable furie qu'ont eue à gérer les policiers castrais mardi soir. Une jeune femme de 19 ans comparaitra devant le tribunal correctionnel de Castres le 15 novembre pour avoir littéralement «pété les plombs» **s'en prenant aux policiers et en mettant sens dessus dessous un bureau du commissariat de Castres mardi soir.** En attendant, elle a été écrouée à la maison d'arrêt de Seysses pour exécuter une peine de deux mois de prison suite à une condamnation datant de mars pour un **vol à l'étalage.**



## Incendie de gendarmerie à Meylan : les flics tâtonnent dans le noir

November 09, 2017 at 04:22PM

Le Figaro / jeudi 9 novembre 2017

La piste de la petite délinquance est pour l'heure écartée. **Faute d'éléments à charge, huit personnes placées en garde à vue mercredi ont finalement été relâchées. L'enquête se concentre désormais sur les milieux de l'ultra-gauche qui avaient revendiqué deux incendies volontaires.**

En Isère, l'enquête se poursuit mais n'a toujours permis d'identifier les auteurs de l'incendie volontaire à la [gendarmerie de Meylan](#) fin octobre. Mercredi soir, au terme de huit gardes à vue et plusieurs heures d'interrogatoire, les enquêteurs ont dû écarter la piste de la petite délinquance dans cette affaire «délicate». «L'opération était destinée à fermer la piste de la vengeance envers la gendarmerie», explique au Figaro le procureur de Grenoble, Jean-Yves Coquillat. **Les individus interpellés mercredi matin étaient des profils d'incendiaires et/ou des personnes qui étaient connues pour avoir menacé les forces de l'ordre. Au fil de la journée, tous ont finalement nié les faits et les perquisitions menées chez eux n'ont rien donné.** «Aucun élément n'a pu être retenu contre eux, ils ont tous été relâchés», ajoute le magistrat.

Depuis plusieurs semaines maintenant, les enquêteurs tentent de savoir ce qu'il s'est exactement passé dans la nuit du 26 octobre, lorsque quatre voitures et une moto ont été incendiées dans l'enceinte de la gendarmerie de Meylan. Les conséquences auraient pu être «dramatiques» si le feu s'était propagé au bâtiment d'habitation voisin, au lieu d'en noircir simplement les façades, avait relevé alors le procureur de la République à Grenoble, Jean-Yves Coquillat [*la gueule de ce bourreau ci-contre; NdAtt.*]. Quelques semaines



sont lancés dans la même course folle, sont animés de la même volonté de puissance et ont accumulé le même pouvoir de destruction avec des conséquences planétaires. Mais peut-être que tout n'est pas encore perdu, des moments et des mouvements épars de résistance et de révolte contre la société-machine explosent un peu partout, ouvrent les hostilités, tracent des chemins de liberté.

C'est de notre vie qu'il s'agit, et c'est maintenant l'heure des choix. Irradiés de tous les pays, pétons des câbles !

[Extrait de [Paris sous tension n°11](#), novembre 2017.]

lu et copié sur [Non fides.fr](#)

## Trèbes (Aude) : Coucou, les fachos !

November 09, 2017 at 10:10AM

*L'Independant / samedi 4 novembre 2017*

**Un engin artisanal vraisemblablement composé de plusieurs gros pétards entourant des briquets a été retrouvé ce matin devant la permanence départementale du Front national, à Trèbes, a-t-on appris ce samedi auprès de Christophe Barthès, secrétaire départemental [sa sale gueule ci-dessous; NdAtt].**

Aucun dégât n'est à déplorer. Seule la porte de la permanence a été noircie pendant l'explosion qui s'est produite vers 1 h 20, dans la nuit de vendredi à samedi, selon les locataires de cet immeuble.

Reveillés par ce bruit, ces derniers n'ont toutefois pas pu apercevoir le ou les auteurs présumés. Une plainte a été déposée ce samedi matin à la gendarmerie de Trèbes. **Il s'agit de la quinzième** précise Christophe Barthès, qui énumère les nombreux actes de dégradations commis sur la façade de cette permanence depuis son déménagement à Trèbes, en juin 2015.

[Chambéry, France : Les voitures des matons en proie aux flammes devant la taule](#)

November 09, 2017 at 10:16AM

**Ces derniers jours, les geôliers de la prison de Chambéry reçoivent quelques retours de flamme pour la violence qu'ils exercent au quotidien sur les prisonniers.**

**A trois reprises, ils ont retrouvé leur véhicule personnel en cendres garé juste devant la taule.**

Dans la nuit du mercredi 2 au vendredi 3 novembre, la voiture d'un maton part en fumée. Ce même agent avait déjà vu sa première voiture détruite par les flammes il y a quelques mois. Quelques nuits auparavant, entre mardi 24 et mercredi 25 octobre, c'est la voiture d'un de ses collègues bourreaux qui est incendiée. Les flics affirment que le soir d'une de ces attaques, des caméras de surveillance à proximité de la prison auraient filmé deux personnes à moto portant des masques de « scream ».

Les syndicats de matons pleurnichent auprès de la direction de la taule afin qu'un « parking fermé et sécurisé » soit spécialement construit pour y garer leurs voitures.

**Feu à toutes les prisons et aux biens de ceux qui les font marcher !**



C'est d'ailleurs un autre vol à l'étalage commis à l'espace culturel E. Leclerc en centre-ville de Castres qui a justifié son interpellation. Lundi, elle aurait été repérée par les salariés du commerce en train de dérober, avec une complice, des consoles de jeux avant de prendre la fuite. Mais mardi, les deux filles sont revenues sur les lieux du « crime ». Aussitôt, la direction prévient la police qui vient interpellé l'une des voleuses présumées, l'autre ayant eu le temps de s'éclipser. Ramenée au commissariat, la jeune femme, sur qui a été retrouvé un cutter, n'aurait pas supporté d'être placée en garde à vue alors qu'elle nie être l'auteur du vol de la veille. **Et elle a insulté et craché sur les policiers en jetant par terre tout ce qui se trouvait à portée de ses mains et en retournant le mobilier.** Très connue des services de police et de justice malgré son jeune âge, elle a finalement été conduite en prison pour purger une peine qui planait au-dessus de sa tête. Et le 15 novembre, elle devra répondre devant les magistrats d'outrages et violences volontaires sur personne dépositaire de l'autorité publique, de dégradations et de port d'arme. Le tout en récidive puisqu'elle avait déjà été condamnée pour des faits similaires en juin 2016.

## Retour sur le procès en appel de la mutinerie au QMC de Valence (juin 2017)

November 06, 2017 at 10:52AM

Lors du premier procès, interdit d'accès au public et aux soutiens, et sur la base d'un dossier parfaitement vide, le procureur réclame 8 ans contre les deux accusés. Ils prennent 5 ans, une peine énorme qui vise à faire un exemple comme l'avoue alors le tribunal. Romain, soutenu par sa compagne, décide de faire appel de cette condamnation pour continuer à porter le plus largement possible le message de cette mutinerie : la justice donne des peines infaisables à des prisonniers tenus de vivre ensuite dans des conditions toujours plus suffocantes et sécuritaires. Romain revendique cette révolte au nom des prisonniers longue peines de France que l'on condamne à vivre dans ces nouveaux QMC, qui cumulent les désagréments et les horreurs des anciens QHS (Quartiers de haute sécurité) et des nouvelles maison d'arrêt (pour courte peine). Le 14 juin dernier avec plus d'une quarantaine de personnes, nous avons pu cette fois-ci entrer dans la salle du tribunal de Grenoble pour le procès en appel de Romain. Nous vous proposons ici une petite analyse de ce procès ainsi qu'un entretien filmé avec l'avocat Bernard Ripert qui faisait son retour devant les juges de Grenoble -ceux -là même qui avaient obtenu sa suspension il y a plus de 18 mois.

*Transcription de l'émission de l'Envolée du 16 juin 2017 que vous pouvez écouter [ici](#).*

O : Le 27 novembre 2016, il y a eu un mouvement au QMC de la nouvelle prison de Valence ; un deuxième, puisqu'il y avait déjà eu quelques semaines auparavant un mouvement durant lequel trois prisonniers avaient pris un maton en otage pour demander leur transfert. Jugés un tout petit peu avant les inculpés de la seconde mutinerie, ils avaient pris trois ans de prison. Le deuxième mouvement s'est fait sans prise d'otage ; il y a eu destruction de matériel – collective : les cellules de tout le quartier ont été ouvertes par des prisonniers qui avaient réussi à prendre les clés aux matons et il y a eu des cellules détruites, quelques caméras cassées – enfin rien de bien terrible. L'AP, évidemment, en fait toujours un truc énorme – tout comme elle oublie toujours de dire pourquoi les prisonniers en sont venus là.

« Depuis 2016, j'ai ressassé les problèmes par lettre, à l'OIP, au Contrôleur des lieux de privation de liberté, mais rien. Il y a eu des sit-in pacifiques pour voir la directrice. Des pétitions, mais faut savoir que c'est interdit les pétitions. Des demandes des familles. Et à la télé on voit des gens qui cassent tout : à la fin il n'y a que ça pour se faire entendre. Même les gens qui travaillent sont obligés de prendre leur entreprise en otage. Nous on a des murs de 20 mètres donc personne ne sait rien et pour les longues peines de France rien ne bouge (...) Pour moi quand on a pris les clés et ouvert les cellules, c'était pas un vol, mais le seul moyen de faire entendre la parole de nous, les longues peines de France. Le seul moyen d'avoir une tribune »

Romain L. -lors de son procès en appel

En tout cas, les inculpés de ce deuxième mouvement ont été jugés une première fois au tribunal de Valence. À Valence, justice, police, presse... tout marche main dans la main ; et quand je dis justice, c'est avocats compris. Ils avaient donc pu se permettre de faire un procès quasiment à huis clos en interdisant manu militari

l'accès de la salle à tous les gens venus en soutien à José et Romain, les deux prisonniers qui passaient en jugement. Le procès a duré un bon moment, six ou sept heures. Au bout de ce temps-là, le procureur a requis huit ans ferme contre eux et le verdict a été rendu immédiatement : cinq ans pour chacun. Cinq ans, c'est une peine « abusive », comme l'a dit Romain pour expliquer son pourvoi en appel. C'est vraiment une peine pour l'exemple : ils ont mis plus d'années de prison à des gens qui ont détruit collectivement des cellules pour dénoncer leurs conditions de détention qu'aux trois prisonniers qui avaient pris des matons en otage. Parce que c'est plus dur de prendre des gens en otage ! Tout le monde n'est pas capable de le faire, tout le monde ne choisit pas de le faire. Tandis que la destruction collective, c'est quelque chose de plus sympathique, dans le vrai sens du terme : quand y en a marre, c'est finalement plus logique de se rassembler, de se réunir et de se faire entendre de cette façon. Il fallait donc faire un exemple, pour dire : « Vous amusez pas à ça, parce qu'on vous ratera pas. On hésitera pas à vous mettre des années de prison supplémentaires. »

« *Quand on a une grosse peine, pour éviter un état colérique, la frustration, c'est normal d'avoir des espaces de promenade et pas que de la sécurité. Dans ces nouvelles prisons c'est cinq surveillants à chaque ouverture de porte. Quand on nous fouille et nous écarte l'anus, la dignité l'emporte (...)* C'est géré comme une prison de haute sécurité, on se croirait encore au QHS, dans ce système des années 1970-80 » Romain L.

S : Ils doivent impérativement briser cet élan parce que c'est un outil dont tout le monde peut se saisir...

O : Exactement ! Surtout qu'ils ont intérêt à mettre le paquet, parce qu'il y a des problèmes dans tous les QMC. Les quartiers maisons centrales, c'est des véritables QHS à... la moderne. Ils sont propres, nickel et tout, bien sûr, mais ils sont dotés d'une part d'une technologie effrayante – caméras et doubles sas partout, etc. – et d'autre part de moyens bien plus importants, ne serait-ce qu'en personnel : il y a environ quatre à cinq matons par prisonnier. Beaucoup de ces prisonniers sont encadrés par plusieurs matons dans tous leurs déplacements. C'est de petites unités, mais quand une aile de l'unité est en mouvement, l'autre est bloquée pour éviter toute rencontre. Bref tout est fait pour maintenir l'isolement le plus complet possible. Ils n'y arrivent pas encore complètement, parce qu'ils ont pas encore tous les moyens pour le faire, mais c'est leur objectif. Évidemment, quand on est complètement seul, ça devient compliqué de construire une résistance... On est moins fort. On le voit bien pour d'autres prisonniers, qui continuent néanmoins à se battre, mais c'est des batailles terribles, quasiment désespérées, comme celles de Fabrice Boromé ou de Rachide Boubala, dont on a souvent parlé. Ils continuent à résister, mais pour eux l'univers se rétrécit toujours un peu plus. C'est cette logique-là qui préside à l'architecture et au fonctionnement de ces saloperies de QMC, qui ont leurs modèles dans les deux prisons les plus sécuritaires du pays : Condé-sur-Sarthe et Vendin-le-Vieil.

« *On s'était mis d'accord pour s'attaquer aux locaux pas aux personnes, pas de règlements de comptes.*

*Toute la population pénale a montré sa frustration mais personne n'a été blessé des deux côtés »* Romain L.

On n'y enferme pas des petites peines mais ceux qui ont de très très très longues peines, c'est-à-dire des 25, 30 ans, des perpètes. Des gens qui ont peu de chances de sortir, en fin de compte, parce qu'on sait maintenant que quand on chope des peines comme ça, même à la fin de la peine on sort toujours pas. Il faut donc que l'AP réussisse à gérer cette politique de mise à mort. Y a pas d'autre mot. C'est de ça que les QMC sont le laboratoire. Évidemment, tant qu'il reste un souffle de vie, ça bouge à l'intérieur, parce que ce sont des êtres humains qui sont emmurés, des gens pour qui c'est insupportable. Évidemment, l'AP n'arrive pas à tous les éteindre à coup de télé, de drogues légales ou illégales ou de passage en hôpital psychiatrique comme ils essaient souvent de le faire. Il y en a quelques-uns pour qui ça marche, mais c'est pas la majorité. Ils en sont très, très loin ! Donc ça gueule. Ça gueule, mais le truc, c'est que pour gueuler, pour se faire entendre dans ces taules-là, y a qu'une seule solution. C'est ce qu'a dit Romain au procès en première instance à Valence : « Quand il n'y a plus de mots, il ne reste que les actes. »

Passer aux actes, c'est ce qu'avaient décidé de faire les prisonniers du QMC de Valence.

Après le premier jugement de Valence, Romain et José ont immédiatement fait appel de leur condamnation, mais José s'est ensuite désisté de son appel, sur le conseil à mon avis pas très avisé de son avocate. Elle, qui avait accepté que le procès se tienne quasiment à huis clos (cf. le “non-compte rendu du procès de la mutinerie de Valence” sur ce même site), a persisté dans une posture très timorée devant un verdict pourtant démesurément lourd. A Grenoble, les choses se sont passées différemment : les soutiens, nombreux, ont pu entrer dans la salle d'audience. Il avait été établi avec Romain et Bernard Ripert qu'il n'était pas question d'accepter de participer à une audience à huis clos...

Romain a pu expliquer parfaitement toutes les raisons de ce mouvement. Il l'a répété plusieurs fois :

« C'est moi qui passe en jugement, mais ce que je dis, c'est au nom de toutes les longues peines de France.

»

Il a aussi dit que ça concernait encore plus l'ensemble des gens qui se font spolier de leurs conditions

leucémies sur le delta du Niger, pour donner juste deux exemples. Il suffit de penser à l'énergie atomique, créée et utilisée initialement pour produire l'arme de guerre la plus monstrueuse de l'histoire, puis exploitée par les Etats pour un usage civil. Tchernobyl, Three Miles Island, Windscale, Kychym, Fukushima : les désastres nucléaires se succèdent, les lieux de mort et de douleur se multiplient, les déchets radioactifs s'entassent, mais – comme nous le rappellent les patrons à toutes ces occasions – la production d'énergie nucléaire ne se discute pas, son importance est stratégique, quoi qu'il en coûte. En ce sens, l'Etat français est exemplaire : sous l'égide d'EDF (aujourd'hui Enedis), d'Areva et du CEA, en 50 ans des centrales et sites nucléaires ont été construits aux quatre coins du pays, malgré l'opposition parfois féroce de la population, des zones entières ont été militarisées, les manifestations réprimées dans le sang comme à Malville en 1977, les expérimentations ont été menées sur le dos des gens, comme en Polynésie et en Algérie... Les intérêts de l'Etat et de l'Economie sont imposés à coups de matraque, d'arrestations, de tirs et de bombardements si nécessaire. Et aujourd'hui encore, l'Etat français impose brutalement ses infrastructures et ses projets nucléaires, malgré l'opposition de la population, comme à Bure en Meuse, où l'ANDRA prévoit la construction du plus grand centre d'enfouissement de déchets radioactifs en Europe ; ou dans la région des Hautes-Alpes où la société publique RTE (Réseau Transport Electricité) est en train de rénover son système de lignes Très Haute Tension (THT) dans le but d'augmenter les exportations et de permettre le développement de nouveaux projets touristiques. L'économie ne connaît pas de freins. La machine doit continuer à s'alimenter. Mais ne vous inquiétez pas irradiés d'ici et d'ailleurs ! Le vingt-et-unième siècle réserve de grandes surprises. Des énergies renouvelables, des villes intelligentes et écologiques. Patrons, politiciens et scientifiques osent parler sans aucune honte d'une nouvelle ère, dans laquelle le capitalisme sera dépassé précisément grâce à l'évolution technologique !

Ces spécialistes de la manipulation – tandis qu'ils imposent leurs projets de mort partout, en laissant la dévastation et la misère derrière eux – nous parlent de nouvelles sources d'énergie « renouvelable » et de nouvelles formes de partage de l'énergie pour « réduire le gaspillage ». Des sociétés comme Enedis (ex EDF puis ERDF) se vantent d'une production industrielle d'énergie toujours plus diversifiée, basée principalement sur l'exploitation des énergies éolienne, solaire et de la biomasse. Les mêmes entreprises et le même Etat qui continuent à étendre et à imposer par la force leur domination nucléaire, se préoccupent en même temps de diversifier leur offre, de manière à s'assurer de nouvelles sources d'énergie et, en même temps, se refaire une belle image en agitant le drapeau de l'écologie avec la collaboration de politiciens et d'associations tendance verte. Ce qu'on ne dit pas par exemple, c'est que pour la fabrication des éoliennes, de grandes quantités de métaux sont nécessaires, comme le néodyme, dont l'extraction et le raffinage sont possibles grâce à l'exploitation et à la dévastation de régions entières du monde, comme à Baotou en Mongolie. Ce qu'on ne dit pas par exemple, c'est que pour faire de la place pour les plantations nécessaires pour produire de la biomasse énergétique, on rase au sol des forêts entières. L'énergie nécessaire pour faire fonctionner la méga-machine du contrôle et de l'économie ne sera jamais verte, mais engendrera toujours les mêmes conséquences néfastes.

L'autre mythe vendu par l'Etat est celui de la « rationalisation des consommations d'énergie » rendue possible par les nouvelles technologies numériques.

A l'époque du « smart », en effet, tout devient mesurable et on nous propose donc de réduire sa consommation grâce à une gestion plus moderne et efficace de l'énergie. Comme par exemple avec le nouveau compteur Linky, qu'Enedis est en train d'imposer à tous les abonnés pour rationaliser la consommation d'énergie. Un moyen d'augmenter son potentiel de contrôle, malgré la nocivité déjà prouvée de l'exposition aux ondes électromagnétiques et le refus que ces technologies rencontrent déjà. En agitant le drapeau de l'écologie et du progrès, les mêmes institutions et hommes qui occupent les postes de commandement sont donc à l'œuvre pour immiscer encore plus partout le contrôle technologique de la vie et notre dépendance à la machine qui nous exploite et nous consume. Science, pouvoir politique et économie



**La société dans laquelle nous sommes produits, élevés, formés, formatés et exploités ressemble toujours plus à une énorme machine, avec des ramifications qui s'étendent un peu partout.**

Le Pouvoir peut être envisagé comme un énorme ensemble d'hommes, d'organisations, d'infrastructures, de bâtiments, de véhicules, d'armes et de technologies, un ensemble solidement contrôlé de manière pyramidale et interconnecté de l'intérieur par un réseau dense de câbles électriques, téléphoniques, de fibre optique, d'ondes électromagnétiques, de signaux satellites... Les êtres humains – et les rapports qu'ils tissent entre eux – s'insèrent dans cette énorme toile d'araignée artificielle, qui devient chaque jour plus complexe et, dans une certaine mesure, autonome de leur action. Les valeurs qui gouvernent depuis des siècles le système social dans lequel nous vivons – le respect de l'autorité patriarcale, l'éthique capitaliste du travail, et l'idéologie qui légitime l'exploitation par l'homme de toute autre forme vivante (anthropocentrisme) – ne disparaissent pas, au contraire. Elles constituent les fondements du progrès technologique. En ce sens, malgré les conflits, les contradictions et les intérêts divergents qui traversent la société, il n'est pas surprenant de voir la convergence dans l'évolution technologique qui se manifeste dans tous les secteurs stratégiques (publics et privés) où s'exerce le pouvoir (production et distribution alimentaire, médecine, sécurité intérieure, gestion des flux de population, contrôle militaire des ressources et des territoires). Dans tous les aspects de la société, la recherche permanente de l'augmentation des profits (« l'augmentation de la productivité ») et le perfectionnement des mesures de contrôle (« la sécurité ») vont de pair avec les découvertes scientifiques et les avancées technologiques. Un pouvoir qui devient toujours plus incontrôlable et qui semble rencontrer une acceptation quasi totale de la part de la population des consommateurs-travailleurs.

On grandit devant un écran, on devient incapables de se déconnecter du flux de communications et d'informations dans lequel on est pris depuis le plus jeune âge, puis on est formés à assumer des rôles toujours plus techniques et spécialisés, on devient des engrenages de la machine qui produit les marchandises. Mais on devient aussi des consommateurs, fanatiques et dépendants des marchandises industrielles et high-tech, des aliments pleins de substances chimiques produits en laboratoire, des médicaments et radiations qui doivent soigner les cancers provoqués par l'empoisonnement quotidien auquel nous sommes soumis. Interconnectés, intoxiqués d'images, de sons, de radiations et d'agents chimiques, drogués au monde artificiel, nous perdons peu à peu nos capacités intellectuelles, notre capacité à analyser et comprendre le monde dans lequel nous vivons, mais aussi l'usage de nos sens, nos capacités à percevoir et à nous exprimer. Nous perdons ce qu'il y a de plus unique et beau en nous pour devenir des producteurs-consommateurs de marchandises et d'informations, constamment surveillés dans tous nos mouvements, chacun de nos gestes et toutes nos communications.

Un tel système – composé d'une machine surpuissante, de flux d'informations et de mouvements ultra-rapides à l'échelle planétaire – aspire de l'énergie partout où il peut. Un tel système phagocyte les êtres humains, animaux, terres, forêts, fleuves, cascades et mers pour produire de l'énergie. Pas besoin d'expertises techniques par des experts faisant autorité pour se rendre compte de l'étendue du désastre. Il suffit de penser aux terres où il y a des gisements de pétrole, aux massacres sans fin et aux régimes sanguinaires au Moyen Orient, ou à la dévastation environnementale et aux millions d'êtres humains qui souffrent de cancers et de

d'existence dans cette société : « Pour nous, c'est comme pour les ouvriers qu'on licencie, qu'on jette sans rien leur demander et qui en viennent à prendre des patrons en otage, à détruire du matériel et à installer des bouteilles de gaz en menaçant de faire péter leur usine pour pouvoir se faire entendre ! Nous c'est le même combat ! On est pareils ! » C'était clair comme de l'eau de roche. Le but de tout ce qu'il a raconté, c'était absolument pas de nier quoi que ce soit :

« Ce que j'ai fait, j'ai dit que je l'avais fait, y a pas de problème, et je regrette rien. Ce qui est regrettable, c'est qu'on soit obligés d'en arriver là ! »

Ce qui est regrettable, c'est surtout que lui, il prend des risques énormes ! Il sait très bien que derrière, c'est des semaines de mitard, des transferts et des peines de prison supplémentaires ! Effectivement, qu'ils en soient réduits à en arriver là juste pour demander des améliorations de conditions de détention : c'est-à-dire l'application de leur putain de règlement dans ces QMC qui ne devraient pas fonctionner comme des maisons d'arrêt ou comme des quartiers d'isolement parce que c'est invivable... oui, c'est regrettable. Voilà. C'est un truc simple, mais il a su le dire sans jamais se laisser désarçonner par le président qui lui posait des questions sans aucun rapport avec les faits. Et le réquisitoire du proc' : « Je sais tout ça parce que j'ai été avocat de la défense pendant seize ans, donc je connais les prisons, et c'est vrai qu'il faut les améliorer... On va y arriver ! C'est pas encore magnifique, mais elles sont un peu plus belles que celles que j'ai connues il a vingt-cinq, trente ans ; c'est pas en détruisant celle-là qu'on va améliorer les choses... Il nous reste beaucoup de travail à faire, mais déjà, ce qu'il y a, c'est une belle avancée ! » Romain, il faisait non de la tête, et nous dans la salle on a grommelé tant qu'on a pu, pendant l'ensemble du procès, évidemment, comme d'habitude. Le proc' a fini sa petite tirade par « ...c'est pourquoi je trouve que la peine prononcée à Valence est une juste peine, dont je demande la confirmation ».

Après, c'est Bernard Ripert qui a plaidé une bonne heure. Il a commencé par dire ses quatre vérités à cette justice, comme d'habitude, et répéter ce à quoi elle sert vraiment ; absolument pas à être juste, ou quoi, ou qu'est-ce, mais bien à maintenir l'ordre à n'importe quel prix ; ensuite, comme il fait toujours, il a dit :

« Mais bon, il n'y a pas que les déclarations de principe, vous les connaissez et j'y tiens, mais maintenant je vais démontrer votre dossier qui ne tient pas la route. »

Il a pris les éléments de l'acte d'accusation un par un, et à chaque fois il disait : « L'accusation est fautive, elle ne tient pas du tout pour diverses raisons, et c'est obligatoirement une relaxe. » Un exemple tout con : il y avait marqué « Vol des clés de M.... [le surveillant] » :

« Il n'y a jamais eu vol des clés du surveillant, puisque les clés n'appartiennent pas au surveillant ! Ce ne sont pas les clés de chez lui, ce sont les clés de l'administration pénitentiaire. Pour que l'accusation soit juste il faut formuler les choses différemment. C'est trop tard pour les reformuler maintenant. Donc cette accusation ne tient pas. Ce qu'il y a eu c'est le vol des clés de l'administration pénitentiaire portées par M. Machin. Ce n'est pas pareil. »

Un autre élément de l'accusation, c'était l'incendie des cellules. Et là, il a tout repris, il y a la preuve par beaucoup de témoignages que José et Romain n'ont pas eux-mêmes mis le feu aux cellules :

« Parce que c'est eux qui ont pris les clés, qui ont ouvert les cellules, après quoi des gens ont mis le feu à quatre cellules, vous leur faites porter la responsabilité de ce geste incendiaire. Mais ça, aujourd'hui, en France, ça ne tient pas la route. C'était possible du temps de la loi anticasseurs, mais elle n'est plus en vigueur. »

C'est vrai que pendant quelques années, la législation permettait de rendre tout le monde collectivement responsable de l'action d'une seule personne du simple fait d'avoir été là, mais ça a été abrogé (cf : la loi anticasseur évoquée par Ripert ; seule la « bande organisée » ou « l'association de malfaiteurs » permettent de rendre quelqu'un responsable d'actes qu'il n'a pas commis. Ces inculpations sont très souvent utilisées précisément pour pallier le vide des dossiers de flics ; mais cette fois non). Donc en l'absence d'une preuve formelle, témoignage, document... qui montre l'un ou l'autre en train de mettre le feu, l'accusation ne tient pas. Ils n'ont pas mis le feu. Donc relaxe, obligatoirement... Ils les a tous démontés comme ça un par un : à la fin il restait plus rien ! Du coup Bernard Ripert leur a dit que ce n'était pas une provocation de demander la relaxe : c'est l'application de la loi ! Il a apostrophé le proc' :

« Je ne comprends pas que quelqu'un d'aussi féru en droit que vous ne l'ait pas vu ! Vous auriez dû sauter au plafond ! »

Romain était super content, ça se voyait, il regardait Ripert – qu'il ne connaissait pas avant de le rencontrer au procès – et c'était un bon moment de complicité entre eux deux ; je pense qu'ils ont été contents l'un de l'autre. A la fin, ils ont demandé à Romain s'il avait quelque chose à ajouter, tout en annonçant le délibéré pour le 11 juillet : ils n'ont pas donné la réponse tout de suite, contrairement à l'autre fois, ils se laissent un petit peu de temps. Romain a répondu :

« Je tiens surtout à remercier les quelques personnes qui sont venues me soutenir ».

On était effectivement "quelques-un.e.s", il le savait, on s'est fait des coucous, etc. Mais quand il a vu toute la salle se lever – y avait que nous – pour applaudir, et des applaudissements qui ont duré cinq minutes..., on a lu toute l'émotion sur son visage... Il a complètement halluciné de voir cette salle entière qui s'était déplacée en soutien à ce qu'il avait fait, pour pas le laisser seul face à la justice.

Il était déjà menotté dans le dos, donc il pouvait pas faire grand-chose, mais il faisait tous les mouvements qu'il pouvait pour nous signifier qu'il était vachement touché. Rien que ça, cet échange de force à ce moment-là, toutes les personnes présentes ont trouvé que ça donnait une respiration, et lui ça lui en a donné une aussi. Ça montre encore un coup qu'à chaque fois qu'on peut le faire, il faut le faire. Surtout pour des histoires comme ça, de mutinerie et d'évasion, où les risques sont tellement énormes, et c'est des gestes qui ne sont pas simples... Alors dès qu'on peut organiser un soutien... On n'arrive pas toujours à mobiliser autant de gens, ça c'est sûr, mais même s'il y a dix personnes c'est déjà quelque chose. Adeline – sa compagne, avec laquelle on reste évidemment toujours en relation, qui était présente à Valence mais qui n'a pas pu être là parce qu'elle est maintenant installée à Alençon avec sa petite fille et que le voyage était compliqué pour elle – l'a eu le soir même au téléphone quand ils l'ont fait dormir à Aiton, avant de le rebaluchonner à Condé-sur-Sarthe au matin d'où il lui a encore reparlé, et à chaque fois il lui a dit :

« Vraiment, tu leur redis à tous que ça m'a mis un coup de chaleur et que je les remercie infiniment. »

Faut absolument que tous ceux qui nous écoutent, et les soutiens qui sont plus loin, sachent bien que le mec était super content. Et moi j'ai dit à Adeline qu'on était super contents de voir un mec qui se tient tout droit debout comme ça... Ça nous a donné aussi une vraie force.

S : Ça montre qu'on peut toujours créer un rapport de forces dans un tribunal, faut jamais croire que c'est mort. Il y aura peut-être une sanction horrible qui va tomber, mais ça aura permis de se défendre. Ce moment de la fin du procès que tu as décrit, quand tout le monde s'est levé pour applaudir, je pense que c'est un souvenir qui va rester longtemps ; et rien que le fait que le proc' n'ait pas repris la réquisition de huit ans de la première instance, ça montre que tous ces rapports de forces ont une efficacité ; on croise les doigts pour l'appel, mais en tout cas il y a quelque chose qui s'est passé, et c'est important.

O : Et n'oublions pas qu'il faut botter le cul aux avocats qui préfèrent se soumettre à l'autorité en pensant que ça va aider les inculpés en quoi que ce soit, alors que ça donne jamais rien. C'est la marche des canards, ils sont déguisés pareil, sauf exception ; mais il ne faut absolument pas les laisser faire dès qu'ils font mine de se comporter comme ça, à dire : « Attention, ça va énerver le président... ». Plus on rampe, plus on prend des coups.

« Je suis libérable en 2038.

*Je veux bien mettre un genou à terre mais pas les deux.*

*Je veux garder ma dignité » Romain L.*

[Repris de [L'Envolée.](#)]

## Ahwahnee : La bataille d'un squat pour l'électricité (épisode 2 : à l'intérieur) - Accompagné d'un épisode de Barbapapa

November 06, 2017 at 08:14PM

On ne reviendra pas sur [l'article précédent, qui décrit une bonne partie des événements d'une façon qui nous va bien.](#)

Mais nous rajouterons quelques éléments essentiels, afin que l'histoire ait une chance de retenir ce qui s'est réellement passé, plutôt que les mensonges colportés par une bonne partie des médias au sujet de cette coupure d'électricité à trois jours à peine des interdictions de coupure électrique imposées par la loi [n°2013-312 du 15 avril 2013](#) dite "loi Brottes".

D'abord notre intention n'était pas du tout d'emmerder ou de nuire à des ouvriers mais simplement de protéger notre installation électrique **à l'aide d'un simple jet d'eau**, instrument somme toute assez inoffensif. Et nous avons prévenu à maintes reprises avant d'ouvrir ou de jeter de l'eau sur les ouvriers, et les avons invité à utiliser leur [droit de retrait \[1\]](#), afin de ne pas avoir à couper l'électricité (et donc le chauffage) à une vingtaine

**gestion des personnes restent, et affectent nos vies quotidiennes. De ce point de vue, la France a été un véritable champ d'expérimentation durant les deux dernières années. Comment évoluent les pratiques et les formes d'organisations du mouvement social radical de ce point de vue ?**

**IMC Grenoble** : Comme vous pouvez l'imaginer, de plus en plus de gens apprennent à utiliser quelques outils comme Tor et ses services cachés ou les email cryptés. Mais l'utilisation de ce type d'outils reste marginale. Nous ne sommes pas sûr.e.s que l'avenir de l'information réside tellement dans les "nouvelles technologies". C'est utile, certainement, mais d'après ce que nous pouvons voir, il nous semble que le support du journal imprimé traditionnel soit lui aussi intéressant. C'est pourquoi nous avons déjà commencé à publier, il y a environ six mois, à nouveau une version papier. Plus nous maîtriserons de techniques de communication, mieux nous réussirons à contourner la censure.

**IMC Nantes** : Nous espérons que chaque coup de répression fasse prendre conscience, au plus grand nombre, non seulement de la nécessité de se protéger, mais aussi que des outils existent, et pour certains, qu'ils sont plutôt accessibles facilement ([Tails](#) et [TOR](#), [GnuPG](#), des outils de communication comme [Signal](#), etc. : tout ce qui concerne [l'intimité sur internet](#))

Nous espérons aussi que de moins en moins de monde s'organisera sur des réseaux sociaux mainstream et choisira de nourir avant tout les médias libres comme les nôtres pour témoigner de leurs luttes, pour, seulement ensuite, transmettre ça par les canaux capitalistes. Ce n'est pas vraiment le cas pour le moment, beaucoup de réseaux militants continuent malheureusement de s'organiser et communiquer par ces réseaux sociaux, permettant la collecte d'informations sur leurs compositions, leur initiatives et leurs soutiens. Pour autant, dans le même temps, nous constatons une augmentation de l'autocensure. Et c'est sans doute là dessus qu'est le plus gros défis. Car l'autocensure ne se pratique pas que sur le web, on la constate aussi dans les manifestations qui, pour les villes les plus réprimées, voient le nombre de manifestant.e.s diminuer. Et même si les rangs des radicaux semblent, eux, se gonfler, leur visibilité est aussi la conséquence du fait que d'autres, moins radicaux, cessent de manifester.

Des luttes comme celles de la zad de Notre-Dame-des-Landes ou de Bure, ou d'autres plus lointaines comme les zapatistes, les kurdes, etc. montrent que d'autres chemins se dessinent : iels ont leurs propres canaux de communication sécurisée comme bases et utilisent, intelligemment, les réseaux sociaux comme caisse de résonance afin de fédérer un grand nombre de sensibilités et localités diverses.

Hélas, une attaque récente sur Bure, avec saisie de TOUT leur matériel, montre que la répression elle aussi s'adapte.

[1] lire l'article (incomplet) sur wikipedia : <http://ift.tt/2yG1bQI>

[2] <http://ift.tt/2qDvhue>

[3] <https://zad.nadir.org/>

[4] <http://ift.tt/1r1LPt7>

[5] <https://vmc.camp/>

[6] <http://ift.tt/2fjUSVm>

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## Electro-Domination-Funeste

November 08, 2017 at 09:32AM



journaux, ont communiqué sur cette histoire, et ont repris la revendication. D'autres participant.e.s au mouvement social radical ont parfois malgré tout critiqué notre choix de retirer l'article, souvent en exprimant leur solidarité. Le communiqué de soutien dont nous parlions précédemment est maintenant signé par plusieurs douzaines de médias libres et disponible (avec la revendication originale) sur encore plus de sites web (aussi au niveau international). Du coup la requête pour faire disparaître ce contenu est un échec complet - il est maintenant beaucoup plus visible qu'avant. Les médias mainstream ont comme d'habitude minoré cette histoire, en nous décrivant comme des sites d'extrême-gauche anarchiste antifa violents (choisi ton favori). Du côté des partis politiques institutionnels, la réaction a été inexistante. Il faut savoir qu'au même moment, ceux-ci sont en train de voter l'intégration dans les lois des mesures mises en place pendant l'état d'urgence, dont certaines sont justement relatives au contrôle d'Internet. Donc ce n'est pas une surprise...

**Autistici : A vous écouter, on a l'impression que vous faites face à quelque chose d'attendu, c'est à dire la tentative d'étendre progressivement l'état d'urgence contre les médias libres radicaux.**

**Comment allez-vous faire face à ce genre d'attaques dans le futur et de quel genre de soutien avez-vous besoin du mouvement social pour défendre les communications "libres" ?**

**IMC Grenoble :** La pression que met l'état d'urgence sur tous est en train de faire augmenter les actes de rébellion contre lui, de même que les revendications d'actions contre lui sur nos sites web. Quelques-uns d'entre nous craignaient déjà ce type d'attaque il y a environ un an. Quoi qu'il en soit, nous n'avons pas réussi à mettre assez d'énergies dans ce que nous pouvions faire pour contrer ça. C'est au final l'effet qu'a produit cette attaque : nous permettre de trouver cette énergie. Nous ne dirons pas publiquement tout ce que nous pourrions ou ne pourrions pas faire si tout ceci recommence. Mais ce sera chouette de voir les gens prêts à traduire et héberger du contenu (ou server) dans le monde entier pour couvrir d'autres gens en lutte dans d'autres pays. Nous savons que quelques personnes le feront en France.

**IMC Nantes :** Nous avons fait un choix illégal en France en ne loguant pas les IPs et nous recevons régulièrement des publications anarchistes, radicales, anti-autoritaires, ainsi que des revendications d'actions directes. Nous savons que nous ne sommes jamais à l'abri d'une volonté d'être utilisé.e.s par la répression pour justifier un supposé "besoin de plus de sévérité" sur le web. La criminalisation des opposant.e.s politiques a pris un essor considérable lors des luttes contre les grands projets d'aménagement (Notre-Dame-des-Landes[3], Le Testet[4], Bure[5],...) et contre la casse sociale ces deux dernières années. Nous avons observé aussi une même tendance dans d'autres pays (Espagne, Allemagne...) et craignons beaucoup que le projet européen ePrivacy [6] n'aggrave encore les choses dans notre utilisation d'Internet comme support de contre-information et de militance.

Nous avons besoin du soutien des camarades et autres médias libres, certes, mais pas seulement, et pas uniquement pour nous. Il nous semble important de continuer à aider tout à chacun à trouver un support libre pour s'exprimer et croiser d'autres expressions. A ce titre, ce qui nous semble primordial est de (re)tisser des liens entre les différents sites, les différentes pratiques en lutte pour faciliter les échanges d'infos (notamment sur la répression), faciliter les traductions.

Il nous faut donc, nous même, être solidaires de toutes les initiatives qui permettent plus de protection sur Internet, et sans doute aussi, être vigilant.e.s à mieux transmettre / faciliter ces pratiques de protection auprès des mouvements sociaux, afin que les réseaux de solidarités possibles puissent continuer d'exister. Force est de constater que la clandestinité que nous impose notre position de modératrices de Indymedia n'aide pas à les faire mieux connaître et utiliser...

Nous réfléchissons à des mesures techniques pour éviter la prochaine fois le type d'attaque que nous venons de vivre. Mais la réponse la plus adaptée reste une réponse politique du mouvement social.

**Autistici : Les mesures d'urgences sont souvent proposées comme temporaires, alors qu'elles deviennent en fait des règles valables sur le long terme. De fait, les lois et les technologies pour la**

de personnes en situation de précarité. **Par peur des représailles patronales**, la pression du groupe aidant, et avec l'appui de la police, ils ont fini par obtempérer et à couper l'électricité, pour certains à contre-cœur, n'osant pas toujours nous regarder dans les yeux. **Nous** ne leur jeterons donc pas la pierre à ce sujet.

S'en est suivie une bataille digne du siège d'un château fort.

Précision préalable : contrairement à ce qui a pu être écrit dans certains journaux, aucune urine n'a été envoyée. Seul un seau contenait une eau vaseuse, et c'est tout.

En revanche, certains ouvriers ont fini par jeter des pierres grosses comme le poing avec leurs pelles. Ces pierres auraient pu nous blesser gravement si nous n'avions pas alors fait le choix d'utiliser des casques de chantier et un casque de moto afin de nous protéger. Seul l'un de ces casques est tombé

**accidentellement** de la tête d'un des habitants.

À l'exception de l'eau et de ce casque, rien d'autre n'a été jeté ou n'est tombé depuis le balcon de la maison, et ce malgré les provocations répétées et outrancières des ouvriers et de la police. Par ailleurs, la mâchoire de la pelle mécanique de l'entreprise de travaux publics a servi à intimider les gens aux balcons, en la faisant virevolter à moins de cinquante centimètres des visages des gens postés au balcon. Cette même pelle mécanique a d'ailleurs fini par détériorer volontairement le dit balcon de ce bâtiment des années 30.

On souhaite aussi dénoncer GEG, qui a mis à la disposition de la police une nacelle afin de permettre à trois flics suréquipés de violer notre domicile, en passant directement par la terrasse. Ces trois cow-boys ont pris un malin plaisir à faire chez nous ce qu'ils n'oseraient jamais faire chez qui que ce soit d'autre d'un peu plus riche : casser ostensiblement la vaisselle sous nos nez, nous lancer des verres et des cendriers, ou couper les cordes des guitares.

Nous avons alors détalé dans les escaliers ou derrière les portes afin de nous mettre à l'abri des tirs de flashballs avec lesquels les flics nous visaient à la tête.

S'en sont suivies 3/4 d'heure de cache-cache dans la cuisine d'Ahwahnee, pendant lesquels nous chantions pour nous donner du courage. Pendant ce temps, les bleus, à moins de dix mètres continuaient à nous tenir en joue en se foutant de notre gueule : « **C'est pas un LBD, c'est un distributeur de bonheur** ». D'autres flics ont ensuite enfoncé la porte de la cour de la maison, et l'ont investie. Seize des habitants se sont réfugiés au centre de cette cour, à côté des véhicules, pendant que les deux derniers (fervents admirateurs de livres, de poèmes et d'essais critiques) se réfugiaient dans la bibliothèque du troisième étage, en attendant la venue des casqués avec de bons bouquins.

La suite, on va vous la faire courte : fouille au corps, expulsion (temporaire) du lieu, tous en garde à vue (avec les petites humiliations policières habituelles)... et libération au bout de 24 heures. Quelques coups de pression, mais pas de violences physiques. Certains flics ont évidemment tenté de justifier cette opération d'envergure (**18 personnes en garde à vue !**) en évoquant l'incendie des gendarmeries de Meylan et de Grenoble. Nous, on n'a pas compris le rapport.

La maison a été fouillée de fond en comble, et ce sans ordre de perquisition. Des affaires personnelles ont disparues, d'autres ont été jetées par la fenêtre au moment de l'intrusion.

Les conditions de détention étaient elles aussi précaires : **jusqu'à quatre par cellule, une seule couverture, une seule couchette**, deux détenus n'ont pas eu à manger. Et toujours des coups de pression et des mensonges de la part des policiers.

On vous tiendra au courant si cette bataille pour l'électricité a des suites.

## Photo

November 06, 2017 at 08:15PM



## [Affaire grillades de condés] Provocation publique à la destruction, dégradation et détériorations volontaires dangereuses pour les keufs !

November 06, 2017 at 08:15PM

Pour soutenir le compagnon qui passe en procès pour avoir publié un texte subversif sur un site internet, rendez-vous le 8 novembre 2017 au Tribunal de Grande Instance de Paris. Le procès a lieu à 13h30 dans la 17ème chambre.

Le 18 mai 2016, une voiture de flics en service a été cramée dans la rue, renvoyant à l'État un peu de la violence que nous subissons tou-te-s au quotidien. Le 16 février 2017, 9 jours après l'arrestation à Montreuil d'un compagnon dans cette affaire, un texte appelant à un apéro-discussion est imprimé, diffusé, et publié sur [Indymédia Nantes](#). Le texte a par la suite largement circulé, notamment sur le site [cettesemaine.info](#) (publié le 17 février). Le 26 avril 2017, [un compagnon a été perquisitionné](#) et inculpé pour avoir mis l'appel en ligne sur ce dernier site. **Il passe en procès au TGI de Paris le mercredi 8 novembre 2017, à 13h30, à la 17e chambre.**

Deux passages de cet appel, autour d'une attaque qui a réjoui beaucoup de monde, sont poursuivis. Il s'agit des phrases suivantes : « *Nous ne demandons pas justice, pas plus que nous ne parlons d'innocence ou de culpabilité car nous détestons la justice autant que les flics et l'ordre qu'ils défendent. Répandons plutôt le désordre et le feu partout où ces ordures nous pourrissent la vie !* » ; et « *À la 1e, à la 2e, à la 3e voiture brûlée, on aime tou-te-s les grillades de condés !* »

**IMC Grenoble** : Je crois que le contenu de cet email est un modèle standard et a été généré plus ou moins automatiquement. Ils nous demandaient "seulement" d'enlever la revendication de responsabilité pour l'incendie des véhicules de police sous 24 heures, en nous menaçant, si nous n'avions pas obtempéré, de bloquer le site et de le retirer des moteurs de recherche. Ceci est permis par une "nouvelle" loi antiterroriste de 2014, bien que nous sachions qu'elle a été utilisée uniquement contre sites web islamistes.

**Autistici** : **En termes techniques, comment est-ce que les opérations de censure sont réalisées par la police en France? Et à quelle fréquence ont-elles lieu ?**

**IMC Nantes** : En France, depuis un amendement de 2015 à la LCEN, loi votée en 2004 [1], quand un contenu est passible de l'infraction de "provocation à des actes de terrorisme ou apologie de tels actes" (ce qui est très large, et très flou juridiquement, le mot "terrorisme" n'ayant pas de définition claire), la police envoie d'elle-même un email aux administrateurs du site pour les obliger à retirer la contribution, sans quoi l'accès au site est bloqué en France, et est rendu introuvable dans les moteurs de recherche. Les administrateurs du site ont 24 heures pour se plier. Si ce n'est pas le cas, la police envoie un email aux 5 principaux FAIs, qui l'ajoutent à une liste noire de sites dont ils bloquent l'accès. Tout cela sans aucune intervention d'un juge. C'est donc un pouvoir de censure très fort donné aux seuls policiers.

Les chiffres fournis par l'autorité de contrôle des mesures de la LCEN, la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés), montrent une augmentation très importante de ces demandes de blocages, de retrait de contenu et de dé-référencement. Par exemple, entre 2015 et 2016, le nombre de demandes de retrait de contenu étaient de 1 439, menant au blocage de 372 sites ne l'ayant pas fait. Entre 2016 et 2017, ces chiffres sont passés à 2 561 demandes de retrait, menant au blocage de 874 sites [2]. Si auparavant ces demandes de retrait et mesures de blocages s'appliquaient toujours à des sites "islamistes", la demande de retrait qui nous concerne est (que nous le sachions) la première qui touche un site d'information libre d'anarcho / extrême gauche. Avec l'augmentation des tensions dues à la casse sociale à laquelle se livre actuellement les derniers gouvernements, tout laisse à penser que ce genre de mesure vont se multiplier.

**Autistici** : **Pourquoi avoir choisi de supprimer la publication ? Est-ce que quelqu'un d'autre a eu la possibilité de la rendre disponible sur autres plateformes de communication ?**

**IMC Nantes** : Nous avons choisi de le retirer pour plusieurs raisons. D'abord, par défaut, parce que nous avons eu du mal à nous coordonner, n'étant pas tout.e.s joignables dans les 24 heures à ce moment. Ensuite, parce que c'est déjà arrivé que lors de ce genre de blocages, l'ensemble des sous-domaines se retrouvent inaccessibles, et pas seulement le site visé, ce qui aurait bloqué l'ensemble des sites Indymedia en France, voire d'autres sites. Ensuite, parce que nous voulions continuer d'être accessible au maximum de personnes, sur le Web non-torifié, afin que toutes les autres contributions que nous hébergeons soient encore facilement consultables. Enfin, parce que nous n'étions pas sûrs qu'il y ait un mouvement de soutien suffisamment fort pour contrer ces menaces de la police, au vu du peu de soutien français que nous avons pu voire lorsqu'Indymedia Linksuten a lui-même été censuré. Nous avons laissé la contribution en ligne le maximum de temps possible, afin que celle-ci puisse être copiée sur un maximum d'autres sites. Nous l'avons en outre republié le lendemain, et depuis elle a également été reprise en intégralité dans une communication de soutien qui a été publiée sur notre site. Elle est donc de fait maintenant visible dans deux articles présents sur notre site [nantes.indymedia.org](#).

**Autistici** : **Quelles ont été les réactions de la part des mouvements sociaux radicaux en France? Et quelles ont été, s'il y en a eut, les réactions des hommes politiques des partis traditionnels et des médias mainstream devant cette restriction de la liberté d'expression et d'information ?**

**IMC Nantes** : Le milieu radical anarchiste et d'extrême-gauche, en lien avec les médias libres, a rapidement montré son soutien. Beaucoup de sites radicaux (ou proches des mouvements radicaux), de radios, de



## Entretien de Autistici avec Indymedia Nantes et Grenoble

November 08, 2017 at 09:26AM

publié le mardi 7 novembre 2017 à 19:13 | Autistici, IMC nantes , IMC Grenoble |

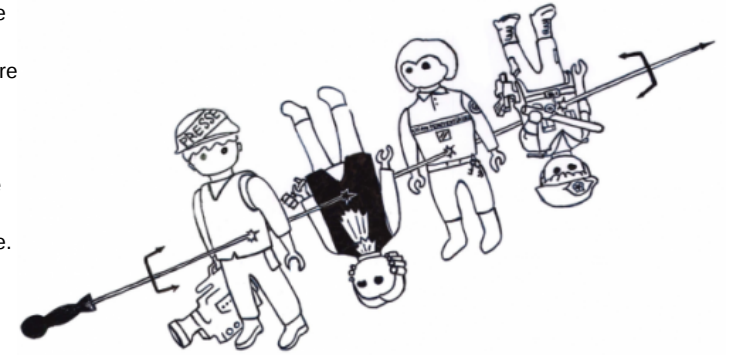
**Autistici: Pourriez-vous nous raconter ce qui s'est passé le 21 septembre ?**

**IMC Nantes :** Dans la nuit, une cinquantaine de véhicules stationnés dans une caserne de gendarmerie ont été incendiés. Le feu s'est propagé au hangar voisin, le détruisant entièrement et occasionnant plusieurs millions d'euros de dégâts. Le matin du 21, la presse mainstream faisait ses gros titres de cette attaque, et le ministre de l'intérieur a dû réagir publiquement (par twitter). Le midi même, un communiqué de revendication de cette action était publié sur Indymedia Grenoble puis sur Indymedia Nantes. Cette attaque était revendiquée comme une geste de soutien pour les personnes passant en procès suite à l'incendie d'une voiture de police lors d'une manifestation en 2016. (Les policier.e.s qui l'occupaient n'avaient eut aucune blessure.)

**Autistici : Quelles forces de police ont été utilisées contre vos IMC (Independent Media Center) ?**

**IMC Nantes :** Nous n'avons pas subi de perquisitions, contrairement à Indymedia Linksunten il y a quelques semaines. Nous avons reçu le soir même du 21 Septembre un email de la police de l'OCLTIC (l'Office Central de Lutte Contre la Criminalité Liée aux Technologies de l'Information et de la Communication) nous sommant de retirer la revendication de nos sites sous 24h, sous peine de leur censure complète.

Bien que la justice choisisse de poursuivre sous le régime du Droit de la presse (sic), et contre un site internet en particulier, c'est la solidarité qui est attaquée. Celle qui défend les actes, sans médiation politique ou syndicale, et loin de toute prétendue légitimité médiatique. Cette solidarité qui fait vibrer ensemble des actes et des idées. C'est un coup de pression qui touche bien plus



grand et essaie de faire flipper. Tout comme lorsque plusieurs sites reçoivent un mail menaçant de les couper dans les 24 heures, s'ils ne retirent pas le communiqué des incendiaires de la gendarmerie à Grenoble, lui aussi en solidarité avec les inculpé-e-s du quai de Valmy. Et encore plus récemment, comme [les deux nouveaux articles d'Indymedia Nantes](#) que l'État demande de couper sous peine de censure. Cette fois-ci, Indymedia a décidé de tenir tête à l'État et de maintenir les deux articles incriminés.

C'est dans ce contexte, ainsi que celui de magnifiques attaques incendiaires qui se multiplient en France à l'encontre des forces de l'ordre et en [solidarité avec les incarcéré-e-s de l'affaire de la keufmobile brûlée](#), que se déroulera ce procès.

Au-delà de ce compagnon en particulier qui est poursuivi, c'est toute une tendance politique à qui on essaie de fermer le clapet. À chacune et chacun d'entre nous de porter ces paroles interdites et d'affirmer haut et fort que nous méprisons ces manœuvres de l'État d'en isoler un pour faire peur aux autres !

La solidarité, c'est l'attaque !

Des stickers reproduisant les phrases incriminées ont été imprimés, à récupérer aux endroits habituels.

## « Notre hostilité est un feu qui se propage »\*

November 06, 2017 at 08:32PM

**Paris sous tension n°11 - novembre 2017**

**Ils voudraient que tout se passe dans le calme et l'ordre. Que le troupeau marche en groupe derrière le berger, que l'exploité accepte son salaire avec un sourire, obéissant et soumis jusqu'au jour où le patron décidera de s'en débarrasser ou jusqu'à ce qu'il soit emporté par un accident ou une maladie due à l'épuisement et à l'intoxication quotidienne à son poste de travail.**

Huit, dix, douze heures quotidiennes de soumission et de fatigue, de névrose et de douleur pour payer son loyer et son prêt, l'assurance, l'électricité, le gaz, le téléphone, la télévision, internet, l'essence, la nourriture transgénique et cancérigène du supermarché, les drogues du samedi soir, le portable et les baskets dernier modèle, et peut-être aussi de belles petites vacances. Ils y pensent à la sécurité, eux. Des caméras toujours plus « intelligentes » et précises dans tous les coins de rue contrôlent les citoyens 24h/24. Des bandes d'hommes armés en uniformes, flics et militaires, écrasent chaque jour la masse des individus sans papiers, sans travail par choix ou inutiles pour le marché, rebelles et non conformes aux règles du jeu. Chaines bureaucratiques, matraquages et gaz lacrymogène, frontières infranchissables, barbelés et barreaux d'acier, humiliations constantes. Rien d'exceptionnel. Seulement l'horreur quotidienne nécessaire pour assurer la



survie de tout Etat. La pire violence, la plus systématique et la plus technologique, la plus brutale et hypocrite, celle que la Loi exerce contre ceux qui sortent de ses rangs, celle que l'Etat emploie dans sa guerre contre les prolétaires et les rebelles.

Ce 18 mai 2016, flics et personnalités d'extrême droite se réunissaient place de la République, lieu qui était devenu à cette période un symbole de la contestation contre la fameuse Loi Travail, énième mesure pour intensifier l'exploitation capitaliste du bétail humain. La contestation sociale avait commencé à dépasser les limites de la légitimité établie par le pouvoir, ignorant les rappels à l'ordre et au calme des habitués politiques et syndicalistes. Vitrines de banques et d'agences immobilières systématiquement défoncées, affrontements avec les flics, barricades improvisées dans les rues de Paris. Ce 18 mai 2016, le syndicat de police Alliance organisait un rassemblement contre la « haine anti-flics ». Ce 18 mai 2016, des centaines de personnes se retrouvaient autour de la place de la République, à crier haut et fort leur hostilité contre les uniformes, rappelant la longue liste des hommes et femmes tué(e)s par les forces de l'ordre françaises, les violences quotidiennes dans les quartiers, les mutilés dans les manifestations. Ce 18 mai 2016, sur le quai de Valmy, une voiture de flics est encerclée par les manifestants, ses vitres sont défoncées, un des agents malmené, et la voiture est incendiée grâce à un fumigène lancé à l'intérieur. Un grand feu de joie et de révolte, une image qui fait le tour du monde. Le message est clair, la police reçoit la haine qu'elle mérite.

**La machine à broyer de la justice se met rapidement en branle. Il faut trouver les coupables de cet acte, semer la peur parmi les révoltés qui prenaient la rue depuis plusieurs semaines.** On cherche à identifier toutes les personnes présentes, principalement à l'aide des nombreuses vidéos des habitués chacals à la recherche d'images spectaculaires, journalistes et reporters indépendants, employés à transformer la révolte en un spectacle à consommer devant un écran. Dans les semaines et les mois qui suivent, neuf personnes sont accusées de la destruction et de l'incendie de la voiture du Quai de Valmy. Quatre d'entre elles passeront un long moment en détention préventive avant le procès (16 mois pour la première à être identifiée et arrêtée, 8 mois pour la dernière) tandis que les autres seront sous contrôle judiciaire. Le procès en lui-même commence un an et demi après le bel incendie du quai de Valmy. Les spécialistes de la désinformation et de la manipulation, sur leurs télévisions, leurs radios et leurs journaux soumis au pouvoir, parlent du « procès des casseurs ». Les inculpés, quant à eux, n'ont pas tous les mêmes positions et ne choisissent pas la même ligne de défense. L'un d'eux cède au chantage du pouvoir, reconnaît les faits, s'excuse et affirme qu'il n'a aucun problème avec l'autorité et les forces de l'ordre. Un autre, profitant de l'attention médiatique autour de l'affaire, insiste sur son profil d'étudiant et de militant antifasciste, cherche et obtient l'appui des intellectuels et universitaires de prestige, invoque la persécution politique. Ces positions isolent et rendent encore plus compliquée la situation de ceux qui n'ont pas l'intention de s'excuser ou de chercher des justifications (du type « j'étais hors de moi ») ni de faire valoir leur propre légitimité à travers les critères du pouvoir (origine sociale, études, etc.) en cherchant l'appui de personnages et institutions qui ont de l'influence et du prestige dans la société. Deux compagnon-ne-s anarchistes, les deux qui étaient encore en détention provisoire au moment du procès et les seuls resté-e-s en prison après le procès, ont refusé de répondre aux questions du juge lors du procès, refusant de cette façon de participer au travail des enquêteurs, d'accepter la dichotomie innocents-coupables et d'endosser le rôle du citoyen soumis aux lois.

Le procès a lieu au tribunal sur l'île de la Cité, l'air est plein de la rage du public présent. Des dizaines de camions de gendarmes sont là pour rappeler la capacité de l'Etat d'utiliser une force écrasante. Les compagnons, amis et familles des inculpés sont fouillés, encerclés, entassés dans un enclos de barrières métalliques et contrôlés en permanence par les forces de l'ordre. Cela n'empêche pas les personnes présentes de crier leur hostilité envers les flics, les juges et les journalistes. Les cris et les slogans perturbent la tranquillité mortifère du tribunal. Le 11 octobre, le bourreau en toge lit le verdict : des condamnations allant de un an de prison avec sursis pour le seul fait d'avoir été présent près de la voiture à 7 ans de prison ferme pour celui qui est accusé d'avoir lancé le fumigène qui a embrasé la voiture. Une peine exemplaire, une peine

## Projection "Le fond de l'air est bleu"

November 08, 2017 at 09:23AM

Projection du documentaire "Le fond de l'air est bleu" vendredi 17 novembre 2017, à 19h30 au Collectif 23 ( 23 rue du château landon, Paris Xe).



Projection du documentaire

"Le fond de l'air est bleu" vendredi 17 novembre 2017, à 19h30 au Collectif 23 ( 23 rue du château landon, Paris Xe).

Premier long métrage des collectifs [Activideo](#) et [Medialien](#), " Le fond de l'air est bleu " témoigne de la situation actuelle face à la police, en particulier depuis l'institution d'un état d'urgence qui se prolonge. Depuis la colère des policiers jusqu'à celle des victimes de leur violence, en passant par la parole des militant-e-s et des habitant-e-s des quartiers populaires, chacun-e exprime ici un moment du malaise face à l'ordre et son maintien.

La projection sera suivie d'un débat-discussion avec des membres de l'équipe du film, ainsi que des intervenant-e-s surprises.

Entrées à prix libre en solidarité avec les inculpé-e-s du quai de Valmy et [Vérité pour Curtis](#).

Bande annonce [ici](#) .

Événement Facebook [ici](#) .

Photo

November 08, 2017 at 09:23AM



mairie. Les écoles et équipements sportifs de la ville sont déjà pourvus de caméras. En juillet, le relais éco-vélo était également placé sous vidéosurveillance, pour un coût de 7 300 euros. « *C'est dissuasif*, assure le maire. *Les soucis de dégradation ont été résolus.* » Après identification des vandales grâce à la vidéo, le maire peut en effet procéder à un rappel à l'ordre. La vidéosurveillance « *est un outil répressif, elle doit servir à ce que ces incivilités ne se reproduisent plus* », espère Philippe Dronsart.



[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## Seine-Saint-Denis : D'Aulnay à Drancy, haro sur les yeux de l'Etat !

November 07, 2017 at 10:43PM

*Le Parisien* /Lundi 6 novembre 2017

Les pro-vidéosurveillance y voient un signe de l'utilité des caméras. « *Si on les attaque, c'est qu'elles dérangent* », lance un Aulnaysien au sujet de caméras vandalisées dans le quartier de la Rose-des-Vents, ou ex-3000. **Sur trois jours, la ville a dénombré sept caméras endommagées, toutes hors service.** Quatre seront remplacées, **les autres attendront, pour cause de « rupture de stock chez le fabricant »**, précise-t-on à la mairie. Ce n'est pas la première fois que des caméras sont détériorées dans ce quartier. **En mai, dernier, une caméra avait été attaquée à la disquette.** L'enquête est toujours en cours.

**A Drancy, ce week-end toujours, une demi-heure après les dégradations constatées à Aulnay, des caméras étaient aussi détériorées.** D'autres vandales ou les mêmes, rien n'est encore sûr. **Cité du Nord, deux caméras ont été incendiées,** avec un linge préalablement imbibé de liquide inflammable. **Les deux caméras visées sont depuis hors-service** mais la ville de Drancy assure qu'elles sont en cours de réparation.

pour décourager quiconque ose s'opposer au pouvoir pas seulement par des mots, mais en actes. Des jours, des semaines, des mois, des années de vie en cage pour avoir cassé une vitre de voiture. Mais même s'il est douloureux, le verdict ne nous étonne pas. Ce que le pouvoir veut punir, c'est l'offensive contre l'autorité. Ce qu'il veut anéantir c'est l'instinct vital de révolte des opprimés. Aucune injustice donc, mais la vengeance normale du pouvoir contre ceux qui l'ont défié. Aucune persécution politique, car le verdict n'aurait certainement pas été moins lourd si la voiture de flics avait été attaquée pendant une révolte dans les quartiers. Dans un cas comme dans l'autre ce que l'on veut empêcher c'est que le feu se propage, que se déchaîne un vent de liberté.

**Pourtant, malgré tous les efforts des honnêtes gardiens des lois pour écraser les révoltés, le vent de la révolte continue de souffler.** L'incarcération des auteurs présumés des faits du quai de Valmy a rendu encore plus déterminé-e-s celles et ceux qui ont à cœur la destruction de l'autorité et la fin de l'exploitation. Le soir du 11 octobre, le jour du verdict, une manifestation sauvage et furieuse se dirige de Ménilmontant vers les quartiers bourgeois du Marais (cf. «*les bourgeois ont eu peur !*»). Par ailleurs, cette année de nombreux gestes de révolte ont répondu à l'emprisonnement des révoltés du quai de Valmy, en France et ailleurs. Des banques, agences d'ingénieurs et d'architectes qui construisent des prisons et d'autres institutions qui collaborent à maintenir l'ordre ont vu leurs vitres partir en miettes. Des feux de rage ont été allumés un peu partout : comme le 18 avril de cette année quand un commissariat a été entièrement brûlé à Liège en Belgique, ou ce 23 avril quand cinq fourgons de police ont pris feu à Bruxelles. Comme l'incendie de nombreuses antennes relais, infrastructures fondamentales pour la société capitaliste, et de dizaines de voitures d'entreprises privées qui travaillent pour les prisons (Vinci, Eiffage, Cofely, JC Decaux...) ou d'autres entreprises qui exploitent et empoisonnent nos vies. Un feu qui s'est aussi propagé pendant les jours du procès, avec l'incendie de cinq véhicules de la gendarmerie à Limoges et l'incendie d'une antenne de gendarmerie entière (un dépôt avec plusieurs dizaines de véhicules et un laboratoire) à Grenoble. Un feu qui a continué à se propager même après le procès, avec les incendies de Clermont-Ferrand et Meylan (cf. «*Eclats d'insoumission et de révolte* »). Une longue série d'actions revendiquées sur internet faisant référence explicitement au procès du quai de Valmy, et particulièrement aux deux compagnons anarchistes en prison. **Des feux qui nous réchauffent le cœur et rappellent à tous que malgré la paix sociale que le pouvoir voudrait imposer et la résignation du plus grand nombre, chacun-e a la possibilité de trouver les mots et les moyens nécessaires pour répondre à la violence des institutions et de l'économie.**

\* Extrait de la revendication de l'incendie de la caserne de Grenoble du 21/09 cf. *Éclats d'insoumission et de révolte p.4.*

Au sommaire de ce numéro:

- Les bourgeois ont eu peur !
- Electro Domination Funeste
- La démocratie au scalpel: la tolérance
- La java des allumettes-Eclats d'insoumission et de révoltes

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

## "Ce serait pas le parfum des flammes ?"

November 06, 2017 at 08:35PM

Petite analyses de la façon dont la nouvelle réforme de l'université va accentuer le contrôle social et la sélection à la fac et au lycée.

## « Ce serait pas le parfum des flammes ? »

Le 30 octobre, le gouvernement a balancé les grandes idées de la réforme de l'université. Réforme qui doit entrer en vigueur d'ici la rentrée 2018. L'année prochaine quoi. L'idée de cette nouvelle réforme c'est de transformer l'université en une entreprise à accès limité, qui ne bénéficierait qu'aux bourges, ce qui par contrecoup va transformer le Lycée en une arène où vont devoir se départager les « ceux qui peuvent y aller » et les « ceux qui sont dans la merde ».

Revenons d'abord un peu sur le fond de cette réforme (dont on aura toutes les précisions le 22 novembre et notre avis que ça va être miam-mioum tout plein). Le K O est prévu en trois coups

### \* Premier coup : la sélection

Sans l'assumer ouvertement le gouvernement va instaurer, avec cette réforme, une sélection généralisée à l'université. Pour y parvenir, deux étapes. La première consiste à autoriser les filières dites en tensions (genre staps, psycho, socio, droit, médecine, des petites filières quoi !) à demander des profils aux lycéens qui voudraient les intégrer. Ceux qui voudront être sélectionnés, en plus d'avoir leur bac, devront montrer par exemple des capacités scientifiques ou justifier d'avoir fréquenté un club de sport, voire, qui sait, une association humanitaire. Mais après tout les gens de 17 piges sont libres hein, les critères des universités seront « explicites » et puis comme « nul n'est censé ignorer la loi... ».

On suppose déjà que ce sont les classes sociales les plus élevées qui vont s'en sortir. Ce sera à qui a la thune et le temps pour faire faire de l'aquaponey, ou autres activités valorisables, à ses bambins. On imagine aussi comment des générations de lycéens et lycéennes vont devoir bouffer ces stratégies parentales toujours plus pesantes pour être sûrs d'intégrer droit ou médecine et faire plaisir à papa et maman.

La deuxième étape de la sélection généralisée sera réalisée par les facs elles-mêmes. Les universités, grâce à leur magnifique autonomie gagnée ces dernières années (Fioraso et LRU ouais ouais !) ont désormais le droit de fixer le nombre de places qu'elles ouvrent dans une filière. Elles n'ont pas d'obligations, pour cela, de se caler sur la réalité de la demande des lycéens. Les deux autres éléments qui entrent dans cette équation magique qui se prépare sont : l'augmentation du nombre de bacheliers à venir et la baisse des dotations de l'État aux universités. On ne doute pas qu'on va très vite voir la plupart des filières de la fac devenir des « filières en tensions ». Et voilà on aura la sélection partout.

### \* Second coup : le lycée comme agence de recrutement

Désormais les profs de terminales vont avoir un rôle majeur quant aux possibilités des élèves d'intégrer telles ou telles filières à la fac, voire même sur la possibilité d'intégrer la fac tout court. Au conseil de classe du premier semestre il feront des « suggestions » aux élèves, et au conseil de classe du second trimestre il donneront leur avis, transmis ensuite à l'université. L'argument c'est « ah non mais l'orientation c'est du sérieux hein, c'est le choix pour toute une vie alors on peut pas faire ça à la légère juste quand on a son bac ». La réalité c'est que les profs de terminales vont pouvoir faire du chantage aux élèves et les tenir. Va faire le blocus de ton bahut et ensuite demander socio, va dire à un de tes profs que c'est un con (parce que c'est un con) puis tenter droit, ou plus simplement va glander, sécher et fumer des pétards au fond de la cour alors que désormais ce que pensent tes profs de lycée va jouer sur ta possibilité de faire des études. Tu te tiens parce que sinon tu sais que t'auras pas ta recommandation pour l'université. Le contrôle social s'affine en prenant un des derniers espaces où le zbeul et les *attitudes déviantes* existent.

### Troisième coup : les bourses

Le moins clair de leur coup mais peut être le plus vicieux. Il semblerait que se profile un « contrat de réussite pédagogique » qui engagera les élèves avec l'université. On en sait pas beaucoup plus. Est-ce que, si ce contrat n'est pas rempli, les étudiants ne pourront pas se représenter dans la même filière ? Peut-être. Par contre ce que l'on sait déjà c'est que les aides sociales seront peut-être conditionnées au fait de remplir ce contrat. C'est donc la fin du « tu te pointes au exams, tu signes, t'as tes bourses ! » Parce que fliquer les

chômeurs et les gens qui touchent le RSA ça suffit pas, faut aussi emmerder ceux qui profitent de leurs bourses pour se faire deux trois années tranquilles aux frais de la princesse.

### Bilan et allumettes

Le moins qu'on puisse dire c'est que ça ne sent pas très bon. Les quelques coins de tranquillité en termes de thunes et de temps qu'offrait le système scolaire français vont être bousillés. On va casser les niches à glandes. Là où on se planquait bien au chaud pour réfléchir, foutre le bordel, s'organiser et s'aimer.

Du coup va falloir se battre, refoutre le feu à la rue. Qu'on aime ou n'aime pas le Lycée et l'Université, qu'on en soit usager ou non ne compte pas. Il s'agit pas de défendre le modèle éducatif républicain mais de maintenir les espaces où la contestation peut naître assez facilement, où la répression financière et sociale ont encore du mal à s'abattre contre ceux qui foutent le zbeul.

Déjà avec le Processus de Bologne et les LRU l'université comme espace d'organisation et d'agitation a pas mal perdu de sa réalité. Si on laisse cette réforme passer ce sera encore un peu plus dur de faire prendre des luttes sur des bases lycéennes ou étudiantes.

De notre avis il y a de l'essence partout en ce moment mais le feu démarre assez mal. Pourtant il n'est pas impossible qu'un mouvement de lycéen puisse se mettre en place. Ce qu'il faut dire c'est qu'il y a 700 000 lycéens qui passent leur bac cette année et qu'ils vont se faire avoir par la réforme, qu'ils ne vont pas connaître l'ambiance tranquille-pilou où tu glandes dans ton canapé ou dans un parc en faisant semblant de passer ta licence mais avec la certitude que les bourses tomberont.

Suffisant comme raison pour reprendre la rue, non ?

### La seconde ligne

Le dressage à la discipline du travail, la production de travail vivant au moyen de travail vivant (la formation), voilà un enjeu central qui dépasse sans doute la production/reproduction des "bourges", y compris dans "le supérieur" (2 millions d'"étudiants"...). Ci-dessous, une échéance immédiate et des approches complémentaires.

- [Tract du Collectif d'Action Autonome Paris Banlieue \(CAAPB\) sur la réforme des universités à venir](#), **La prochaine assemblée aura lieu vendredi 10 novembre**.
- [Proposition d'enquête-action dans et contre l'emploi précaire à destination des AG de lutte comme des isolés appelés à les rejoindre](#), 2016.
- [Dix Thèses sur l'Université Productive](#), Cristal qui songe, 1997.
- [Etudiants, si vous saviez](#), Cash, 1987.
- [L'école, atelier de la société-usine](#), L'école-en-lutte, 1973.

## Ferrière-la-Grande (Nord) : Attaque de la mairie

November 07, 2017 at 10:43PM

*La Voix du Nord / Lundi 6 novembre 2017*

*Un coup de massue.* » C'est ce qu'a ressenti Philippe Dronsart, maire de Ferrière-la-Grande, au matin du 29 octobre. **Les bris de cinq des huit vitres des portes d'entrée jonchent le perron de la maison communale.** « *C'est de la dégradation pure et simple, il n'y a pas eu de tentative d'effraction ni de vol. La mairie a été visée en tant qu'institution. On s'attaque au symbole de la République !* » L' élu a déposé plainte. La police judiciaire a procédé à des relevés de traces sur les murs. Une enquête est en cours. Depuis l'incident nocturne, des planches en bois font office de protection de fortune. De nouvelles vitres doivent être posées ce vendredi.

### Un dispositif à 10 000 euros

Et début 2018, six à sept caméras seront installées sur la place Gambetta. Décision avait été prise un mois avant l'incident et annoncée aux commerçants installés alentour. L'équipement coûtera 10 000 euros à la